

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31757]

**10 JUIN 2021. — Décret relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° le FOREm : l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi ;

2° la loi du 24 décembre 1999 : la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi ;

3° le décret du 25 avril 2002 : le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement ;

4° la loi du 23 décembre 2005 : la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations ;

5° le demandeur d'emploi inoccupé : le demandeur d'emploi inscrit depuis un jour au moins en tant que tel auprès du FOREm, qui n'a pas atteint l'âge légal de la pension et qui répond à l'une des conditions suivantes :

a) il ne se trouve ni dans les liens d'un contrat de travail, ni dans une relation statutaire et n'exerce aucune activité d'indépendant à titre principal ;

b) il est un travailleur à temps partiel involontaire, tel que visé à l'article 29 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;

6° l'unité d'établissement : l'unité d'établissement au sens de l'article I.2., 16°, du Code de droit économique.

Le Gouvernement peut, pour l'application du présent décret, étendre, par assimilation, la qualité de demandeur d'emploi inoccupé à d'autres catégories de demandeurs d'emplois que celles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Sont compris dans le champ d'application du présent décret :

1° les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires ;

2° les employeurs du secteur non-marchand qui disposent d'une unité d'établissement située sur le territoire de la région de langue française, à l'exclusion de ceux dont l'objet social est l'enseignement ;

3° les employeurs du secteur de l'enseignement.

§ 2. Sont visés par le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° :

a) les provinces, les communes, les associations de communes, les centres publics d'action sociale, les régies communales autonomes, les associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale dont ils sont membres, les zones de secours et les zones de police ;

b) les services du Gouvernement de la Région wallonne et les établissements publics qui en dépendent ;

c) les services du Gouvernement de la Communauté française et les établissements publics qui en dépendent.

§ 3. Les secteurs compris dans le secteur non-marchand visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, sont ceux dont les activités répondent aux conditions cumulatives suivantes :

1° ont une utilité publique ;

2° n'ont aucun but lucratif ;

3° satisfont des besoins sociétaux qui, autrement, n'auraient pas été rencontrés ou ne l'auraient été que partiellement.

Sont présumés satisfaire aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

a) les associations sans but lucratif visées à l'article 1:6, § 2, du Code des sociétés et des associations et les fondations d'utilité publique visées à l'article 1:7 du Code des sociétés et des associations ;

b) les organismes dotés de la personnalité juridique qui ne poursuivent pas un but lucratif et dont l'objet est l'aide aux entreprises ;

c) les sociétés de logement de service public et les agences immobilières sociales, telles que visées par le Code wallon du logement ;

d) les structures prestataires de services, visées par le décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale, en abrégé : « I.D.E.S.S. ».

§ 4. Par employeurs du secteur de l'enseignement au sens du paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, l'on entend les pouvoirs organisateurs des établissements de l'enseignement fondamental, secondaire, spécialisé, supérieur et de promotion sociale que la Communauté française organise ou subventionne, ainsi que les services de son Gouvernement et les organismes qui en dépendent et qui apportent au secteur de l'enseignement les services complémentaires contribuant à un meilleur accomplissement de leurs missions.

**Art. 3.** Le Gouvernement octroie, aux conditions prévues par le présent décret, une subvention visant à pérenniser, conformément au chapitre 2, les emplois créés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 et les postes affectés à des projets financés en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ou des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005 ou à créer, conformément au chapitre 3, de nouveaux emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

**Art. 4.** Le demandeur d'emploi inscrit au FOREm peut, après authentification, accéder à une banque de données électroniques sécurisées, sur le site internet du FOREm et y vérifier, au moyen de son numéro d'identification au registre national, s'il satisfait aux conditions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 5°.

L'employeur qui souhaite engager un demandeur d'emploi inoccupé peut accéder, après authentification, à la banque de données visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> afin de vérifier, la veille de l'engagement du demandeur d'emploi, au moyen du numéro d'identification au registre national communiqué par ce dernier à l'employeur, que le demandeur d'emploi satisfait aux conditions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>.

Le FOREm assure la mise à jour de la banque de données électroniques sécurisées sur la base des informations dont il dispose, en ce compris les données issues de sources authentiques, ainsi que des documents justificatifs qui lui sont transmis par le demandeur d'emploi.

Les informations obtenues au terme de la vérification, visée aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, n'exonèrent pas le demandeur d'emploi de satisfaire aux conditions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, à la veille de la date de son engagement chez l'employeur.

Lorsque l'employeur a vérifié, conformément à l'alinéa 2, la qualité du demandeur d'emploi, à la veille de son engagement et que la banque de données indiquait que le travailleur satisfaisait aux conditions visées à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, le demandeur d'emploi est assimilé à un demandeur d'emploi inoccupé.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le FOREm traite, concernant les demandeurs d'emploi, les catégories de données suivantes :

- 1° les données d'identification, en ce compris le numéro d'identification au registre national ;
- 2° les données de contact ;
- 3° la qualité du demandeur d'emploi au regard de son occupation ;
- 4° les données relatives au contrat de travail du demandeur d'emploi engagé dans le cadre d'une subvention octroyée en vertu du présent décret, ainsi que les données relatives à son employeur ;
- 5° les données nécessaires à l'application des assimilations à la qualité de demandeur d'emploi inoccupé prévues par ou en vertu du présent décret.

§ 2. Le FOREm traite, concernant les employeurs bénéficiant de la subvention visée aux articles 6, 16 ou 32 et les employeurs bénéficiaires de la cession de la subvention visée à l'article 21, les catégories de données suivantes :

- 1° les données d'identification de l'employeur, en ce compris le numéro d'identification à la banque-carrefour des entreprises, et celles de son représentant ;
- 2° les données de contact ;
- 3° le secteur d'activité ;
- 4° la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée, incluant leur régime de travail ;
- 5° les données nécessaires au calcul de la subvention ;
- 6° les données nécessaires au calcul du volume global de l'emploi ;
- 7° les données bancaires nécessaires au paiement de la subvention ;
- 8° le montant de la subvention ;
- 9° les données relatives au respect des conditions d'octroi de la subvention ;
- 10° le cas échéant, les données relatives à la cession d'une subvention et au respect des conditions de celle-ci ;
- 11° le cas échéant, les données relatives à toute sanction ;
- 12° le cas échéant, les données relatives à la récupération totale ou partielle de la subvention et, s'il y en a un, les données relatives au plan d'apurement.

§ 3. Le FOREm conserve les données visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 pendant dix ans à partir du moment où la période de travail couverte par la subvention prend fin.

§ 4. Le FOREm est responsable du traitement des données visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées par le présent décret.

§ 5. Le FOREm échange avec les autres entités identifiées par ou en vertu du présent décret les données nécessaires à l'exécution de leurs missions respectives. Ces autres entités sont responsables des traitements de données qu'elles réalisent en vertu du présent décret.

§ 6. Le Gouvernement est habilité à préciser les données visées parmi les catégories mentionnées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2.

CHAPITRE II. — *Subvention relative au maintien des emplois créés dans le cadre du dispositif d'aide à la promotion de l'emploi*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Octroi*

##### *Sous-section 1<sup>re</sup>. — Employeurs pouvoirs locaux, régionaux et communautaires et employeurs du secteur non-marchand*

**Art. 6.** Le Gouvernement octroie, à durée indéterminée, une subvention annuelle visant à maintenir les emplois créés dans le cadre de la loi du 24 décembre 1999, du décret du 25 avril 2002 ou de la loi du 23 décembre 2005, aux employeurs visés à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, qui bénéficient, au 30 septembre 2021 :

- 1° d'une décision d'octroi, en vigueur, de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu du décret du 25 avril 2002 ;
- 2° de postes de travail affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;
- 3° de postes de travail affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Bénéficient également de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, les employeurs, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement, dont l'octroi d'une aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002 est prévu en exécution de la convention du 25 mars 2015 entre la Région wallonne et la communauté française en matière d'emploi et d'accueil de la petite enfance, lorsqu'ils ne bénéficient pas d'une décision d'octroi, en vigueur, au 30 septembre 2021, de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu du décret du 25 avril 2002, prévue en exécution de la convention du 25 mars 2015 précitée.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque, entre le 1<sup>er</sup> octobre 2021 et le 31 décembre 2021, un employeur bénéficie d'une nouvelle décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu du décret du 25 avril 2002, l'aide est réputée octroyée au 30 septembre 2021.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, calculé conformément aux articles 7 à 10 ou, le cas échéant, en vertu de l'alinéa 2 ou de l'article 15, est indexé annuellement selon les modalités déterminées par le Gouvernement wallon.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 7.** Pour l'application des articles 8 à 10 et 15, l'on entend par :

1° l'employeur : l'employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6 dont le montant est calculé, sans préjudice de l'article 15, conformément aux articles 8 à 10 ;

2° l'employeur cessionnaire : la personne morale au bénéfice de laquelle l'employeur visé au 1° a effectué une cession à durée déterminée de points APE en application de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 ;

3° l'employeur cédant : la personne morale de la part de laquelle l'employeur visé au 1° a reçu une cession à durée déterminée de points APE en application de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 ;

4° les points octroyés : le nombre de points APE octroyés en vertu du décret du 25 avril 2002, tel que fixé par la décision ou les décisions d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi, dont bénéficie l'employeur, diminué du nombre de points qu'il a cédés à un employeur cessionnaire ou augmenté du nombre de points qu'il a reçus d'un ou plusieurs employeurs cédants dans le cadre d'une cession de points à durée déterminée, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002, à l'exception du nombre de points octroyés dont l'employeur bénéficie dans le cadre d'une décision d'octroi de l'aide APE en vertu de l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 25 avril 2002 ;

5° les points subventionnés : le nombre de points APE subventionnés à l'employeur au cours d'une année civile et correspondant au montant de la subvention effectivement due à l'employeur, en vertu du décret du 25 avril 2002, au cours de l'année concernée, divisé par la valeur du point APE relative à l'année concernée ;

6° les points réalisés : le nombre de points APE affectés par l'employeur aux travailleurs qu'il occupe dans le cadre du décret du 25 avril 2002, proportionnellement au régime de travail de ces derniers dans le cadre de leur occupation en vertu du décret du 25 avril 2002 ;

7° les points cédés : le nombre de points APE cédés par l'employeur, visé au 1°, à un employeur cessionnaire, dans le cadre d'une cession à durée déterminée de points APE, en application de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 ;

8° les points reçus : le nombre de points APE reçus par l'employeur, visé au 1°, en provenance d'un ou plusieurs employeurs cédants, dans le cadre d'une cession à durée déterminée de points APE, en application de l'article 22 du décret du 25 avril 2002 ;

9° les équivalents temps plein réalisés : le nombre de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, occupés par l'employeur, sous contrat de travail, dans le cadre du décret du 25 avril 2002 ;

10° les équivalents temps plein subventionnés : le nombre d'équivalents temps plein réalisés et effectivement subventionnés à l'employeur en vertu du décret du 25 avril 2002 ;

11° le secteur dont l'employeur relève : le secteur des pouvoirs publics, visé à l'article 2 du décret du 25 avril 2002, ou le secteur non-marchand, visé à l'article 3 du décret du 25 avril 2002, dont l'employeur relève.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 15, le montant de la subvention annuelle visée à l'article 6 est calculé, pour chaque employeur, à l'exception de l'employeur visée à l'article 6, alinéa 2, selon la formule suivante :

$$(A \times B \times C) + (D \times E \times F \times G) + H + I$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1° le A : le « A » correspond au nombre de points octroyés à l'employeur, au 30 septembre 2021 ;

2° le B : le « B » est égal à la valeur théorique du point au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

3° le C : le « C » est égal au taux de subventionnement moyen de l'employeur, en vertu du décret du 25 avril 2002, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019 ;

4° le D : le « D » est égal au nombre moyen d'équivalents temps plein réalisés par l'employeur et occupés dans une unité d'établissement située en région de langue française, entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 30 septembre 2021 ;

5° le E : le « E » est égal au montant annuel moyen des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale, par équivalent temps plein subventionné, dont a effectivement bénéficié l'employeur, en application du décret du 25 avril 2002, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019, pour les travailleurs occupés dans une unité d'établissement située en région de langue française ;

6° le F : le « F » est égal au taux d'occupation moyen des équivalents temps plein réalisés par l'employeur, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019 ;

7° le G : le « G » correspond à la variable, telle que fixée selon les modalités déterminées par le Gouvernement, visant à prendre en compte l'indexation des salaires, intervenue entre l'année 2018 et l'entrée en vigueur du présent décret ;

8° le H : le « H » est égal au montant, calculé conformément au § 7, de la subvention annuelle due à l'employeur, au 30 septembre 2021, pour des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne, en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;

9° le I : le « I » est égal au montant, calculé conformément au § 8, de la subvention annuelle due à l'employeur, au 30 septembre 2021, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, la valeur théorique du point APE au 1<sup>er</sup> janvier 2022 correspond à la valeur du point de l'année 2021 multiplié par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année 2021, divisée par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année 2020, tout en ne dépassant pas le taux de croissance du crédit budgétaire de l'année 2022 afférent à la subvention octroyée en vertu du présent décret.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, le taux de subventionnement moyen de l'employeur est calculé comme suit :

$$C = \frac{Ps\ Empl\ 2017 + Ps\ Empl\ 2018 + Po\ Empl\ 2019}{Po\ Empl\ 2017 + Po\ Empl\ 2018 + Po\ Empl\ 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Ps Empl : le « Ps Empl » est égal au nombre de points subventionnés à l'employeur au cours de l'année concernée ;

2<sup>o</sup> le Po Empl : le « Po Empl » est égal au nombre moyen de points octroyés à l'employeur au cours de l'année concernée.

Lorsque le taux de subventionnement, calculé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de l'employeur, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est inférieur au taux de subventionnement moyen du secteur non-marchand, calculé conformément à l'article 9, § 2, le taux de subventionnement moyen de l'employeur est calculé sur la base des 2 années les plus avantageuses pour l'employeur entre 2017, 2018 et 2019, sans pouvoir dépasser le taux de subventionnement moyen du secteur non-marchand, calculé conformément à l'article 9, § 2.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, la valeur de la variable D ne peut pas être inférieure :

1<sup>o</sup> au nombre minimum d'équivalents temps plein octroyés à l'employeur, tel que fixé par la ou les décisions d'octroi de l'aide APE, en vigueur au 30 septembre 2021, dont bénéficie l'employeur en application du décret du 25 avril 2002, à l'exception des décisions d'octroi prise en vertu de l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 25 avril 2002, diminué du nombre d'équivalents temps plein réalisés et occupés par l'employeur, au 30 septembre 2021, dans une unité d'établissement située en dehors de la Région wallonne de langue française ;

2<sup>o</sup> pour les employeurs visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, au nombre de points octroyés à l'employeur au 30 septembre 2021 divisé par le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, lorsqu'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi, prise en vertu du décret du 25 avril 2002, n'impose pas un nombre minimum d'équivalents temps plein, le nombre minimum d'équivalents temps plein correspondant à cette décision d'octroi est obtenu en divisant le nombre de points octroyés par ladite décision par le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur, calculé conformément aux alinéas 3 et 4.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019 est calculé comme suit :

$$\frac{Po\ Empl\ 2017 + Po\ Empl\ 2018 + Po\ Empl\ 2019}{ETPR\ Empl\ 2017 + ETPR\ Empl\ 2018 + ETPR\ Empl\ 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 3, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Po Empl : le « Po Empl » est égal au nombre moyen de points octroyés à l'employeur au cours de l'année concernée ;

2<sup>o</sup> le ETPR Empl : le « ETPR Empl » est égal au nombre moyen d'équivalents temps plein réalisés de l'employeur et occupés dans une unité d'établissement située en région de langue française au cours de l'année concernée.

§ 5. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 5<sup>o</sup>, le montant annuel moyen des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale, par équivalent temps plein subventionné, est calculé comme suit :

$$E = \frac{RCSS\ Empl\ 2017 + RCSS\ Empl\ 2018 + RCSS\ Empl\ 2019}{ETPs\ Empl\ 2017 + ETPs\ Empl\ 2018 + ETPs\ Empl\ 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le RCSS Empl : le « RCSS Empl » est égal au montant des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale dont a bénéficié l'employeur, au cours de l'année concernée, en vertu de l'application combinée de l'article 21, alinéa 7, du décret du 25 avril 2002 et des articles 353bis/9, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 353bis/10 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002, pour les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 dans une unité d'établissement située en région de langue française ;

2<sup>o</sup> l'ETPs Empl : l'« ETPs Empl » est égal au nombre moyen d'équivalents temps plein occupés dans une unité d'établissement située en région de langue française et subventionnés à l'employeur au cours de l'année concernée.

Les montants des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale pris en compte pour l'application de l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, sont ceux établis par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre 2021 et portant sur les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 et affectés auprès d'une unité d'établissement située en région de langue française.

§ 6. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 6<sup>o</sup>, le taux d'occupation moyen des équivalents temps plein réalisés par l'employeur est calculé comme suit :

$$F = \frac{Ps\ Empl\ 2017 + Ps\ Empl\ 2018 + Ps\ Empl\ 2019}{Préal\ Empl\ 2017 + Préal\ Empl\ 2018 + Préal\ Empl\ 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Ps Empl : le « Ps Empl » est égal au nombre de points subventionnés à l'employeur au cours de l'année concernée ;

2<sup>o</sup> le Préal Empl : le « Préal Empl » est égal au nombre moyen de points réalisés par l'employeur au cours de l'année concernée.

Lorsque le taux d'occupation, calculé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, de l'employeur, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est inférieur au taux de subventionnement moyen du secteur non-marchand, calculé conformément à l'article 9, § 4, la variable F est calculée sur la base des 2 années les plus avantageuses pour l'employeur entre 2017, 2018 et 2019, sans pouvoir dépasser le taux d'occupation moyen du secteur non-marchand, calculé conformément à l'article 9, § 4.



§ 7. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 8°, le montant de la subvention annuelle due à l'employeur pour des postes affectés, au 30 septembre 2021, à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999, est calculé comme suit :

$$H = \text{Subv Plafonné 2021} \times \text{Tx subv 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1° Subv Plafonné 2021 : le « Subv Plafonné 2021 » est égal au montant annuel plafonné de la subvention dont l'employeur dispose, au 30 septembre 2021, pour des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;

2° Tx subv 2019 : le « Tx subv 2019 » est égal au taux de subventionnement moyen dont a bénéficié l'employeur, au cours de l'année 2019, pour des postes affectés à des projets globaux dans les politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999, calculé comme suit :

$$\text{Tx subv 2019} = \frac{\text{Subv due 2019}}{\text{Subv plafonné 2019}}$$

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, l'on entend par :

1° Subv due 2019 : le « Subv due 2019 » est égal au montant de la subvention effectivement due à l'employeur, pour l'année 2019, pour des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;

2° Subv plafonné 2019 : le « Subv plafonné 2019 » est égal au montant annuel plafonné de la subvention dont l'employeur dispose, pour l'année 2019, pour des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque l'employeur ne bénéficiait pas, au cours de l'année 2019, de postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999, l'on entend, pour l'application de l'alinéa 2, par :

1° Subv due 2019 : le « Subv due 2019 » est égal à la somme des montants de la subvention effectivement due à tous les employeurs, pour l'année 2019, pour des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne, en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;

2° Subv plafonné 2019 : le « Subv plafonné 2019 » est égal à la somme des montants annuels plafonnés de la subvention de tous les employeurs qui disposent, pour l'année 2019, d'un subventionnement pour des postes affectés à des projets globaux dans les politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, le taux de subventionnement moyen dont a bénéficié l'employeur, au cours de l'année 2019, pour des postes affectés à des projets globaux dans les politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999, calculé conformément à l'alinéa 3, ne peut pas être inférieur au taux de subventionnement moyen calculé conformément à l'alinéa 4.

Le Gouvernement fixe, selon les modalités qu'il détermine, conformément à l'alinéa 4, la valeur du taux de subventionnement moyen de l'ensemble des employeurs au cours de l'année 2019.

§ 8. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 9°, le montant annuel de la subvention due à l'employeur, au 30 septembre 2021, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005, est calculé comme suit :

$$I = \text{Subv plafonné 2021} \times \text{Tx subv 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1° Subv Plafonné 2021 : le « Subv plafonné 2021 » est égal au montant annuel plafonné de la subvention dont l'employeur dispose, au 30 septembre 2021, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005 ;

2° Tx subv 2019 : le « Tx subv 2019 » est égal au taux de subventionnement moyen dont a bénéficié l'employeur, au cours de l'année 2019, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005, calculé comme suit :

$$\text{Tx subv 2019} = \frac{\text{Subv due 2019}}{\text{Subv plafonné 2019}}$$

Pour l'application de l'alinéa 2, 2°, l'on entend par :

1° Subv due 2019 : le « Subv due 2019 » est égal au montant de la subvention effectivement due à l'employeur, pour l'année 2019, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005 ;

2° Subv plafonné 2019 : le « Subv plafonné 2019 » est égal au montant annuel plafonné de la subvention dont l'employeur dispose, pour l'année 2019, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Par dérogation à l'alinéa 3, lorsque l'employeur ne bénéficiait pas, au cours de l'année 2019, de postes affectés à des projets individuels et de projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005, l'on entend, pour l'application de l'alinéa 2, par :

1° Subv due 2019 : le « Subv due 2019 » est égal à la somme des montants annuels de la subvention effectivement due à tous les employeurs, pour l'année 2019, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005 ;

2° Subv plafonné 2019 : le « Subv Plafonné 2019 » est égal à la somme des montants annuels plafonnés de la subvention de tous les employeurs qui disposent, pour l'année 2019, d'un subventionnement pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Par dérogation à l'alinéa 2, 2°, le taux de subventionnement moyen dont a bénéficié l'employeur, au cours de l'année 2019, pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005, calculé conformément à l'alinéa 3 ne peut pas être inférieur au taux de subventionnement moyen calculé conformément à l'alinéa 4.

Le Gouvernement fixe, selon les modalités qu'il détermine, conformément à l'alinéa 4, la valeur du taux de subventionnement moyen de l'ensemble des employeurs au cours de l'année 2019.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, par dérogation à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, lorsque l'employeur ne bénéficiait pas de l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002 entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019 ou en a bénéficié pour une durée inférieure à vingt-quatre mois :

1<sup>o</sup> le C : le « C » est égal au taux de subventionnement moyen de l'ensemble des employeurs du secteur dont l'employeur relève en vertu du décret du 25 avril 2002, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019 ;

2<sup>o</sup> le E : le « E » est égal au montant annuel moyen des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale, par équivalent temps plein subventionné, dont ont effectivement bénéficié l'ensemble des employeurs du secteur dont l'employeur relève, en application du décret du 25 avril 2002, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019, pour les travailleurs occupés dans une unité d'établissement située en région de langue française ;

3<sup>o</sup> le F : le « F » est égal au taux d'occupation moyen des équivalents temps plein réalisés par l'ensemble des employeurs du secteur dont relève l'employeur en vertu du décret du 25 avril 2002, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1, 1<sup>o</sup>, le taux de subventionnement moyen de l'ensemble des employeurs du secteur dont relève l'employeur est calculé comme suit :

$$C = \frac{Ps \text{ Secteur } 2017 + Ps \text{ Secteur } 2018 + Ps \text{ Secteur } 2019}{Po \text{ secteur } 2017 + Po \text{ secteur } 2018 + Po \text{ secteur } 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Ps Secteur : le « Ps Secteur » est égal à la somme des nombres de points subventionnés de tous les employeurs du secteur dont relève l'employeur, au cours de l'année concernée ;

2<sup>o</sup> le Po Secteur : le « Po Secteur » est égal à la somme des nombres moyens de points octroyés à tous les employeurs du secteur dont relève l'employeur, au cours de l'année concernée.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le montant annuel moyen des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale par équivalent temps plein subventionné est calculé comme suit :

$$E = \frac{RCSS \text{ Secteur } 2017 + RCSS \text{ Secteur } 2018 + RCSS \text{ Secteur } 2019}{ETPs \text{ Secteur } 2017 + ETPs \text{ Secteur } 2018 + ETPs \text{ Secteur } 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le RCSS Secteur : le « RCSS Secteur » est égal au montant des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale dont ont bénéficié l'ensemble des employeurs du secteur dont relève l'employeur, au cours de l'année concernée, en vertu de l'application combinée de l'article 21, alinéa 7, du décret du 25 avril 2002 et des articles 353bis/9, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 353bis/10 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002, pour les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 dans une unité d'établissement située en région de langue française ;

2<sup>o</sup> l'ETPs Secteur : l'« ETPs Secteur » est égal à la somme des nombres moyens d'équivalents temps plein subventionnés, occupés dans une unité d'établissement située en région de langue française, de tous les employeurs du secteur dont relève l'employeur, au cours de l'année concernée.

Les montants des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale pris en compte pour l'application de l'alinéa 2, 1<sup>o</sup>, sont ceux établis par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre 2021 et portant sur les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 et affectés auprès d'une unité d'établissement située en région de langue française.

§ 4. Pour l'application du paragraphe 2, 3<sup>o</sup>, le taux d'occupation moyen de l'ensemble des employeurs du secteur dont relève l'employeur est calculé comme suit :

$$F = \frac{Ps \text{ Secteur } 2017 + Ps \text{ Secteur } 2018 + Ps \text{ Secteur } 2019}{Préal \text{ Secteur } 2017 + Préal \text{ Secteur } 2018 + Préal \text{ Secteur } 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le Ps Secteur : le « Ps Secteur » est égal à la somme des nombres de points subventionnés à tous les employeurs du secteur dont relève l'employeur, au cours de l'année concernée ;

2<sup>o</sup> le Préal Secteur : le « Préal Secteur » est égal à la somme des nombres moyens de points réalisés par tous les employeurs du secteur dont relève l'employeur, au cours de l'année concernée.

§ 5. Le Gouvernement fixe, selon les modalités qu'il détermine, conformément aux paragraphes 2 à 4, la valeur des variables C, E et F.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque l'employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6 a cédé, au 30 septembre 2021, des points à un employeur cessionnaire, le montant de sa subvention, calculé conformément à l'article 8 ou 9, est augmenté du montant égal au montant de la subvention de l'employeur cessionnaire, calculé conformément aux articles 8 ou 9, multiplié par la fraction suivante :

$$\frac{Pc \text{ Empl}}{Po \text{ Empl Cess}}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, on entend par :

1<sup>o</sup> le Pc Empl : le « Pc Empl » est égal au nombre de points cédés par l'employeur à l'employeur cessionnaire, au 30 septembre 2021 ;

2<sup>o</sup> Po Empl Cess : le « Po Empl Cess » est égal au nombre de points octroyés à l'employeur cessionnaire au 30 septembre 2021.

Lorsque l'employeur a cédé, au 30 septembre 2021, des points à plusieurs employeurs cessionnaires, les alinéas 1 et 2 s'appliquent pour chaque employeur cessionnaire.

§ 2. Lorsque l'employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6 dispose, au 30 septembre 2021, de points reçus d'un ou plusieurs employeurs cédants, le montant de sa subvention, calculé conformément aux articles 8 ou 9, est diminué d'un montant égal au montant de sa subvention, calculé conformément aux articles 8 ou 9, multiplié par la fraction suivante :

$$\frac{Preçu \text{ Empl}}{Po \text{ Empl}}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, on entend par :

1<sup>o</sup> le Preçu Empl : le « Preçu Empl » est égal au nombre de points reçus par l'employeur d'un ou plusieurs employeurs cessionnaires, au 30 septembre 2021 ;

2<sup>o</sup> Po Empl : le « Po Empl » est égal au nombre de points octroyés à l'employeur au 30 septembre 2021.

**Art. 11.** La subvention visée à l'article 6 est destinée à couvrir, en tout ou en partie, les rémunérations et cotisations patronales de sécurité sociale relatives à la pérennisation des emplois créés en vertu du décret du 25 avril 2002 et des postes affectés à des projets financés en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ou des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Le Gouvernement fixe, selon les modalités qu'il détermine, le nombre minimum de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, pour lesquels la subvention visée à l'article 6 est octroyée. Le nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter pour bénéficier de la subvention visée à l'article 6 est égal au nombre minimum d'équivalents temps plein imposé par la décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi dont bénéficie l'employeur en vertu du décret du 25 avril 2002 et en vigueur au 30 septembre 2021, à l'exception des décisions d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi prises en vertu de l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du décret du 25 avril 2002. Lorsqu'un employeur bénéficie, au 30 septembre 2021, de plusieurs décisions d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002, le nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter pour bénéficier de la subvention visée à l'article 6 est obtenu en additionnant le nombre minimum d'équivalents temps plein, tel que déterminé par chaque décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi dont l'employeur bénéficie en vertu du décret du 25 avril 2002 et en vigueur au 30 septembre 2021, à l'exception des décisions d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi prises en vertu de l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du décret du 25 avril 2002.

Pour l'application de l'alinéa 2, lorsqu'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi, prise en vertu du décret du 25 avril 2002, n'impose pas un nombre minimum d'équivalents temps plein, le nombre minimum d'équivalents temps plein correspondant à cette décision d'octroi est obtenu en divisant le nombre de points octroyés par ladite décision par le nombre moyen de points par équivalent temps plein réalisé par l'employeur, calculé conformément à l'article 8, § 4, alinéas 3 et 4.

Le nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter, tel que fixé conformément aux alinéas 2 et 3, est augmenté du nombre de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, pour lequel l'employeur bénéficie, pour l'année 2021, de postes affectés :

1<sup>o</sup> à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;

2<sup>o</sup> à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Le Gouvernement wallon peut préciser les modalités du calcul du nombre d'équivalents temps plein visé à l'alinéa 4.

**Art. 12.** Le FOREm établit, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, pour chaque employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6, la liste des travailleurs pour lesquels la subvention visée à l'article 6 est octroyée.

Sont inclus dans la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, les travailleurs occupés par l'employeur, au 31 décembre 2021 :

1<sup>o</sup> dans le cadre d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu du décret du 25 avril 2002, à l'exception de celle prises en vertu de l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du décret du 25 avril 2002 ;

2<sup>o</sup> sur des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 ;

3<sup>o</sup> sur des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Lorsque l'employeur engage un nouveau travailleur, ce dernier peut être inclus, à la demande de l'employeur, dans la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à condition qu'il soit demandeur d'emploi inoccupé à la veille de son engagement.

Pour l'application de l'alinéa 3, est assimilé à un demandeur d'emploi inoccupé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le travailleur occupé à temps partiel par l'employeur et dont le régime de travail est augmenté. Dans ce cas, le travailleur à temps partiel peut être inclus sur la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour la part d'équivalent temps plein correspondant à l'augmentation de son régime de travail.

En cas de départ définitif d'un travailleur repris sur la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il en est retiré, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

L'établissement de la liste des travailleurs, incluant leurs régimes de travail respectifs, est effectué selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 13.** Pour chaque employeur, l'addition des régimes de travail des travailleurs de la liste visée à l'article 12, calculés en équivalents temps plein, sur une base annuelle, doit être au moins égale au nombre minimum d'équivalents temps plein pour lesquels la subvention est octroyée, tel que fixé conformément à l'article 11. Le respect de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est contrôlé annuellement par le FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Si le nombre d'équivalents temps plein des travailleurs de la liste visée à l'article 12 est, sur la moyenne de l'année civile concernée, inférieur au nombre d'équivalents temps plein, tel que fixé conformément à l'article 11, la subvention visée à l'article 6 est récupérée par le FOREm à due concurrence du non-respect du nombre d'équivalents temps plein minimum à respecter, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut prévoir une procédure pour déroger à l'application de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur demande motivée de l'employeur, ainsi que les conditions auxquelles la dérogation est accordée.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle visée à l'article 6 est octroyée à condition que l'employeur maintienne, au cours de l'année concernée, le volume global de l'emploi de référence, fixé selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1<sup>o</sup> pour les employeurs dont le volume global de l'emploi de référence est supérieur à 5 travailleurs, calculés en équivalents temps plein, lorsque le volume global de l'emploi de l'employeur atteint, au cours de l'année concernée, 90% du volume global de l'emploi de référence, l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est irréfablement réputée remplie ;

2<sup>o</sup> pour les employeurs dont le volume global de l'emploi de référence est égal ou inférieur à 5 travailleurs, calculés en équivalents temps plein, lorsque le volume global de l'emploi de l'employeur atteint, au cours de l'année concernée, 80% du volume global de l'emploi de référence, l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est irréfablement réputée remplie.

L'employeur visé à l'article 2, § 2, a), qui est sous plan de gestion avec un suivi rapproché opéré par le Centre régional d'aide aux communes ou est considéré comme étant sous plan de gestion mais avec un suivi léger opéré par le Centre régional d'aide aux communes, conformément aux principes définis par le décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux du plan de gestion des Communes à finances obérées, ainsi que par les articles L3311-1 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est dispensé de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le volume global de l'emploi de référence, visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'employeur est établi sur la base du nombre annuel moyen de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, occupés par l'employeur entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019. Le Gouvernement détermine ce qu'il convient d'entendre par volume global de l'emploi de référence ainsi que les modalités de calcul de celui-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'employeur a bénéficié d'une aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002, pour une période au moins égale à 12 mois et inférieure à 36 mois, le volume global de l'emploi de référence est établi sur base des mois au cours desquels l'employeur bénéficiait d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi en vertu du décret du 25 avril 2002.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'employeur ne bénéficiait pas d'une aide à la promotion de l'emploi en vigueur entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019, ou en a bénéficié pour une période inférieure à 12 mois, le volume global de l'emploi de référence est établi sur base du nombre annuel moyen de travailleur occupés par l'employeur entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 30 juin 2021.

Lorsque l'employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6 a, au 30 septembre 2021, des points cédés à un employeur cessionnaire et que l'employeur n'utilise pas la faculté offerte par l'article 28, le volume global de l'emploi de référence, calculé conformément aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3 est augmenté du nombre d'équivalents temps plein minimum à respecter par l'employeur cessionnaire, tel que prévu dans sa décision de réception de points APE, en vigueur au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002.

Le Gouvernement peut prévoir une procédure de modification du volume global de l'emploi de référence calculé en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur demande motivée de l'employeur, ainsi que les conditions auxquelles une modification du volume global de l'emploi de référence est accordée.

§ 3. Le respect du maintien du volume global de l'emploi de référence est contrôlé annuellement par le FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

En cas de non-respect du volume global de l'emploi de référence, la subvention visée à l'article 6 est récupérée par le FOREm à due concurrence de la diminution du volume global de l'emploi, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions peut, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, déroger à l'obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence, sur demande motivée de l'employeur :

1° lorsque la diminution du volume global de l'emploi est causée par une perte de subvention émanant des pouvoirs publics ;

2° ou lorsqu'elle est causée par un cas fortuit ;

3° ou lorsque l'employeur démontre que le non-respect du volume global de l'emploi de référence trouve son origine dans le délai raisonnablement nécessaire au remplacement d'un ou plusieurs travailleurs ayant définitivement quitté l'entreprise.

Sans préjudice de l'alinéa 3, en cas de non-respect du volume global de l'emploi de référence durant trois années consécutives, la subvention est définitivement réduite à concurrence de la diminution du volume global de l'emploi qui s'est répétée durant ces trois années consécutives.

Lorsque l'employeur a bénéficié, durant 2 années consécutives, de la dérogation visée à l'alinéa 3, le Gouvernement peut prévoir une procédure de modification du volume global de l'emploi de référence, sur demande motivée de l'employeur, ainsi que les conditions auxquelles la modification du volume global de l'emploi de référence est accordée.

**Art. 15.** Par dérogation à l'article 8, lorsque le taux de subventionnement moyen de l'employeur, correspondant à la variable « C », est inférieur au taux moyen du secteur dont l'employeur relève, calculé conformément à l'article 9, § 2, la subvention est recalculée selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

L'alinéa 1<sup>er</sup> s'applique exclusivement aux employeurs dont le nombre moyen d'équivalents temps plein réalisés, au cours des années 2017 à 2019, est égal ou inférieur à cinq. Le nombre moyen d'équivalents temps plein réalisés est calculé comme suit :

$$\frac{ETPR\ Empl\ 2017 + ETPR\ Empl\ 2018 + ETPR\ Empl\ 2019}{3}$$

Pour l'application de l'alinéa 2, l'« ETPR Empl » est égal au nombre moyen d'équivalents temps plein réalisés par l'employeur au cours de l'année concernée.

Selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le montant de la subvention de l'employeur visé à l'alinéa 2, est, sans préjudice de l'alinéa 5, recalculé conformément à l'article 8, à l'exception de la variable « C » qui est calculée sur la base des 2 années les plus avantageuses pour l'employeur entre 2017, 2018 et 2019, 2020 et 2021, sans pouvoir dépasser le taux de subventionnement moyen du secteur dont l'employeur relève, calculé conformément à l'article 9, § 2.

Le Gouvernement est habilité à déterminer des conditions plus strictes de recevabilité de la demande de recalcul de la subvention, que celles prévues aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2.

#### Sous-section 2. — Employeur relevant du secteur de l'enseignement

**Art. 16.** Le Gouvernement octroie à la Communauté française une subvention annuelle visant à maintenir les emplois créés dans le cadre de l'article 4 du décret du 25 avril 2002 au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé conformément à l'article 17, dans une convention conclue entre la Région wallonne et la Communauté française, et indexé annuellement selon les modalités déterminées par le Gouvernement.



**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 16 est calculée comme suit :

$$(A \times B \times C) + (D \times E \times G)$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1° le A : le « A » est égal au nombre de points octroyés, au 30 septembre 2021, à la Communauté française, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement, en vertu du décret du 25 avril 2002 et de l'accord de coopération du 29 avril 2004 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif aux modalités d'octroi de l'aide visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les employeurs du secteur de l'enseignement conformément à l'article 4 du décret du 25 avril 2002, tel que fixé dans la convention APE enseignement du 2 juillet 2020, conclue entre la Région wallonne et la Communauté française en exécution de l'accord de coopération du 29 avril 2004 précité ;

2° le B : le « B » est égal à la valeur théorique du point au 1<sup>er</sup> janvier 2022 ;

3° le C : le « C » est égal au taux de subventionnement moyen de la communauté française, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement, en vertu de l'article 4 du décret du 25 avril 2002, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019 ;

4° le D : le « D » est égal au montant annuel moyen des réductions de cotisations patronales dont a effectivement bénéficié la communauté française, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement, en application de l'article 4 du décret du 25 avril 2002, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019, pour les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 dans une unité d'établissement située en région de langue française ;

5° le E : le « E » est égal au nombre de points octroyés à la communauté française, au 30 septembre 2021, tel que visé au 1<sup>er</sup>, divisé par le nombre annuel moyen de points effectivement liquidés à la Communauté française, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et le 31 décembre 2019, en vertu de l'article 4 du décret du 25 avril 2002 et de l'accord de coopération précité ;

6° le G : le « G » correspond à la variable, telle que fixée selon les modalités déterminées par le Gouvernement, visant à prendre en compte l'indexation des salaires intervenue entre l'année 2018 et l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2°, la valeur théorique du point APE au 1<sup>er</sup> janvier 2022 correspond à la valeur du point de l'année 2021, multiplié par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année 2021, divisée par la moyenne des chiffres de l'indice des prix à la consommation, indice santé, des mois de septembre et octobre de l'année 2020, tout en ne dépassant pas le taux de croissance du crédit budgétaire de l'année 2022 afférent à la subvention octroyée en vertu du présent décret.

§ 3. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, le taux de subventionnement moyen de la communauté française, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement, est calculé comme suit :

$$C = \frac{Ps \text{ Secteur } 2017 + Ps \text{ Secteur } 2018 + Ps \text{ Secteur } 2019}{Po \text{ secteur } 2017 + Po \text{ secteur } 2018 + Po \text{ secteur } 2019}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend par :

1° le Ps Secteur : le « Ps Secteur » est égal au nombre de points APE subventionnés à la communauté française, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement, au cours de l'année concernée et correspondant au montant de la subvention effectivement due, en vertu du décret du 25 avril 2002, à la Communauté française, au cours de l'année concernée, divisé par la valeur du point APE relative à l'année concernée ;

2° le Po Secteur : le « Po Secteur » est égal au nombre moyen de points APE octroyés à la communauté française, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement, tel que fixé dans la convention APE enseignement du 2 juillet 2020, conclue entre la Région wallonne et la Communauté française, en exécution de l'accord de coopération du 29 avril 2004 précité.

§ 4. Pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4°, le montant annuel moyen des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale est calculé comme suit :

$$D = \frac{RCSS \text{ Secteur } 2017 + RCSS \text{ Secteur } 2018 + RCSS \text{ Secteur } 2019}{3}$$

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, le « RCSS Secteur » est égal au montant des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale dont a bénéficié la communauté française, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement, au cours de l'année concernée, en vertu de l'application combinée de l'article 21, alinéa 7, du décret du 25 avril 2002 et des articles 353bis/9, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° ou 353bis/10 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002, pour les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 25 avril 2002, dans une unité d'établissement située en région de langue française.

Les montants des réductions de cotisations patronales de sécurité sociale pris en compte pour l'application de l'alinéa 2 sont ceux établis par l'Office national de Sécurité sociale en date du 30 septembre 2021 et portant sur les travailleurs occupés dans le cadre du décret du 25 avril 2002 et affectés auprès d'une unité d'établissement située en région de langue française.

**Art. 18.** La subvention visée à l'article 16 est destinée à couvrir, en tout ou en partie, les rémunérations et cotisations sociales relatives à la pérennisation des emplois créés, en vertu du décret du 25 avril 2002, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement.

La convention visée à l'article 16, alinéa 2 détermine :

1° la répartition de la subvention visée à l'article 16 entre les employeurs du secteur de l'enseignement bénéficiaires ;

2° le nombre minimum de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, financé par la communauté française au moyen de la subvention visée à l'article 16 ;

3° les modalités d'établissement de la liste des travailleurs pour lesquels la subvention visée à l'article 16 est octroyée.

**Art. 19.** Le nombre de travailleurs de la liste visée à l'article 18, alinéa 2, 3°, calculés en équivalents temps plein, sur une base annuelle, doit être au moins égale au nombre minimum d'équivalents temps plein pour lesquels la subvention est octroyée, tel que fixé conformément à l'article 18, alinéa 2, 2°.

Si le nombre d'équivalents temps plein des travailleurs, identifiés conformément à l'article 18, alinéa 2, 3°, est, sur la moyenne de l'année civile concernée, inférieur au nombre de travailleur, calculé en équivalents temps plein, visé à l'article 18, alinéa 2, 2°, la subvention visée à l'article 16 est récupérée par le FOREm à due concurrence du non-respect

du nombre d'équivalents temps plein minimum à respecter, selon les modalités déterminées par la convention conclue entre la Région wallonne et la Communauté française, visée à l'article 16, alinéa 2.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. La subvention annuelle visée à l'article 16 est octroyée à condition que la Communauté française maintienne, au cours de l'année concernée, le volume global de l'emploi de référence, fixé selon les modalités déterminées par la convention visée à l'article 16, alinéa 2, au bénéfice des employeurs du secteur de l'enseignement.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque le volume global de l'emploi de l'employeur atteint, au cours de l'année concernée, 90% du volume global de l'emploi de référence qu'il doit respecter, l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est irréfragablement réputée remplie.

§ 2. Le respect du maintien du volume global de l'emploi est contrôlé annuellement par le FOREm, selon les modalités déterminées par la convention visée à l'article 16, alinéa 2.

Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions peut, selon les modalités déterminées par la convention visée à l'article 16, alinéa 2, déroger à l'obligation de maintien du volume global de l'emploi, sur demande motivée de la communauté française.

Sans préjudice de l'alinéa 2, en cas de non-respect du volume global de l'emploi de référence, la subvention visée à l'article 16 est récupérée par le FOREm à due concurrence de la diminution du volume global de l'emploi de référence, selon les modalités déterminées par la convention visée à l'article 16, alinéa 2.

#### Section 2. — Cession de subvention

**Art. 21.** L'employeur, visé à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, peut céder la subvention visée à l'article 6, ainsi que les droits et obligations liés à celle-ci, en tout ou en partie, à titre temporaire ou définitif, à un employeur visé à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, aux conditions cumulatives suivantes :

1<sup>o</sup> le nombre minimum d'équivalents temps plein pour lesquels la subvention est cédée, calculé conformément à l'article 23, doit être au moins égal à un demi équivalent temps plein ;

2<sup>o</sup> l'employeur cessionnaire respecte les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;

3<sup>o</sup> l'employeur cessionnaire respecte ses obligations légales et réglementaires en matière d'emploi, de sécurité sociale et en matière de comptabilité ;

4<sup>o</sup> l'employeur cessionnaire dispose des autorisations, du matériel et des locaux nécessaires au bon déroulement des activités conformément à son objet social.

Lorsque l'employeur bénéficiaire de la cession de subvention, visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dispose d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'article 6, le montant de la subvention visée à l'article 6 est augmenté, durant la durée de la cession, du montant de la subvention cédée.

Le Gouvernement détermine les modalités de cession de la subvention.

**Art. 22.** Toute cession de subvention, visée à l'article 21, débute le premier jour d'un trimestre et se termine le dernier jour d'un trimestre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Aucune demande de cession ne peut être introduite avant le 1<sup>er</sup> avril 2022.

Sans préjudice de l'alinéa 1<sup>er</sup>, la cession de la subvention peut être réalisée à durée déterminée ou indéterminée.

**Art. 23.** La subvention cédée est destinée à couvrir en tout ou en partie les rémunérations, en ce compris les cotisations patronales de sécurité sociale, relatives à l'occupation d'un nombre minimum de travailleurs, calculé en équivalents temps plein.

Le nombre minimum de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, pour lequel la subvention est cédée, est fixé, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, comme

suit :

$$P \times \frac{Q}{R}$$

Pour l'application de l'alinéa 2, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le P : le « P » est égal au nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter, fixé conformément à l'article 11, de l'employeur qui cède tout ou partie de la subvention ;

2<sup>o</sup> le Q : le « Q » est égal au montant de la cession de la subvention, visée à l'article 21, au bénéfice de l'employeur cessionnaire ;

3<sup>o</sup> le R : le « R » est égal au montant de la subvention, visée à l'article 6, dont bénéficie l'employeur qui cède tout ou partie de sa subvention.

Lorsque l'employeur bénéficiaire de la cession de subvention, visée à l'article 21, bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'article 6, le nombre d'équivalents temps plein, tel que fixé à l'article 11, pour lesquels la subvention visée à l'article 6 est octroyée, est augmenté, pendant la durée de la cession de la subvention, du nombre d'équivalents temps plein, tel que fixé par l'alinéa 2, pour lesquels la subvention est cédée.

**Art. 24.** Le FOREm établit, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, pour chaque employeur cessionnaire, la liste des travailleurs pour lesquels la subvention est cédée.

Sont inclus, dans la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les travailleurs occupés par l'employeur cessionnaire dans le cadre du présent décret ou du décret du 25 avril 2002 à la suite d'une cession de la subvention opérée en vertu de la présente section ou en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002.

Lorsque l'employeur engage un nouveau travailleur, ce dernier peut, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, être inclus, à la demande de l'employeur, dans la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, à condition qu'il soit demandeur d'emploi inoccupé à la veille de son engagement.

Pour l'application de l'alinéa 3, sont assimilés à des demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs de l'employeur cédant, engagés par l'employeur cessionnaire, dans le cadre d'un transfert de personnel lié à la cession de points.

Pour l'application de l'alinéa 3, est assimilé à un demandeur d'emploi inoccupé, le travailleur occupé à temps partiel par l'employeur et dont le régime de travail est augmenté. Dans ce cas, le travailleur à temps partiel est inclus dans la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour la part d'équivalent temps plein correspondant à l'augmentation de son régime de travail.

En cas de départ définitif d'un travailleur repris sur la liste visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, il en est retiré.

Lorsque l'employeur bénéficiaire de la cession de subvention bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'article 6, les travailleurs visés aux alinéas 2 et 3 sont inclus dans la liste prévue à l'article 12.

**Art. 25.** Pour chaque employeur cessionnaire, l'addition des régimes de travail subventionnés des travailleurs de la liste visée à l'article 24, calculé en équivalents temps plein, sur une base annuelle, doit être au moins égale au nombre minimum d'équivalents temps plein, tel que fixé conformément à l'article 23, pour lesquels la subvention est octroyée.

Si le nombre d'équivalents temps plein des travailleurs de la liste visée à l'article 24 est, sur la moyenne de l'année civile concernée, inférieur au nombre d'équivalents temps plein tel que fixé conformément à l'article 23, la subvention cédée est récupérée par le FOREm à due concurrence du non-respect du nombre d'équivalents minimum à respecter, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le respect de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est contrôlé annuellement par le FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Par dérogation aux alinéas 1 et 2, lorsque l'employeur bénéficiaire de la cession de subvention bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'article 6, le contrôle du respect du nombre minimum d'équivalents temps plein pour lesquels la subvention est cédée est vérifié conformément à l'article 13.

Le Gouvernement peut prévoir une procédure pour déroger à l'application de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, sur demande motivée de l'employeur, ainsi que les conditions auxquelles la dérogation est accordée.

**Art. 26.** La subvention est cédée à condition que l'employeur bénéficiaire de la cession maintienne, au cours de l'année concernée, le volume global de l'emploi de référence, selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Le volume global de l'emploi de référence est égal à la somme de l'effectif de référence et du nombre d'équivalents temps plein pour lesquels la subvention est cédée, tel que fixé par l'article 23.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° pour les employeurs dont le volume global de l'emploi de référence est supérieur à 5 travailleurs, calculés en équivalents temps plein, lorsque le volume global de l'emploi de l'employeur atteint, au cours de l'année concernée, 90% du volume global de l'emploi de référence, l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est irréfragablement réputée remplie;

2° pour les employeurs dont le volume global de l'emploi de référence est égal ou inférieur à 5 travailleurs, calculés en équivalents temps plein, lorsque le volume global de l'emploi de l'employeur atteint, au cours de l'année concernée, 80% du volume global de l'emploi de référence, l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est irréfragablement réputée remplie.

L'effectif de référence est établi sur la base du nombre de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, occupés par l'employeur cessionnaire au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre précédant la notification de la décision relative à la cession de la subvention, à l'exception des travailleurs occupés dans le cadre du présent décret ou du décret du 25 avril 2002. Le Gouvernement détermine ce qu'il convient d'entendre par effectif de référence.

Le respect de l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est contrôlé annuellement par le FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Sans préjudice de l'alinéa 6, en cas de non-respect du volume global de l'emploi de référence, le montant subventionné dans le cadre de la cession est récupéré par le FOREm à due concurrence du non-respect du volume global de l'emploi de référence, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions peut déroger, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à l'obligation de maintien du volume global de l'emploi de référence, sur demande motivée de l'employeur :

1° lorsque la diminution du volume global de l'emploi de référence est causée par une perte de subvention émanant des pouvoirs publics ;

2° ou lorsqu'elle est causée par un cas fortuit ;

3° ou lorsque l'employeur démontre que le non-respect du volume global de l'emploi de référence trouve son origine dans le délai raisonnablement nécessaire au remplacement d'un ou plusieurs travailleurs ayant définitivement quitté l'entreprise.

**Art. 27.** Par dérogation à l'article 26, lorsque l'employeur bénéficiaire de la cession de subvention bénéficie d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'article 6, le volume global de l'emploi de référence, fixé et contrôlé conformément à l'article 14, est augmenté, durant la durée de la cession, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 22, alinéa 2, l'employeur bénéficiaire de la subvention visée à l'article 6 peut céder sa subvention au 1<sup>er</sup> janvier 2022 à l'employeur cessionnaire, tel que visé à l'article 7, 2° auquel il a cédé des points en vertu de l'article 22 décret du 25 avril 2002, pour autant que la cession de points soit effective au 30 septembre 2021.

L'employeur qui souhaite effectuer une cession de subvention, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, en informe le FOREm, au plus tard le 30 novembre 2021, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le FOREm informe, pour le 1<sup>er</sup> octobre 2021 au plus tard, chaque employeur qui a cédé des points, en 2021, qu'il peut effectuer une cession de sa subvention, dans le cadre du présent décret, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, au bénéfice de l'employeur cessionnaire auquel il a cédé des points, dans le cadre d'une cession de points effective au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002.

§ 2. En cas de demande de cession de subvention pour le 1<sup>er</sup> janvier 2022, conformément au paragraphe 1<sup>er</sup>, le montant de la subvention cédée est égal au montant dont la subvention de l'employeur, qui a des points cédés au 30 septembre 2021, a été augmenté, en exécution de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, en raison de la cession de la subvention en vigueur au 30 septembre 2021 au bénéfice de l'employeur cessionnaire.

Le nombre minimum de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, pour lesquels la cession de subvention visée au § 1<sup>er</sup> est cédée, est égal au nombre d'équivalents temps plein minimum à respecter par l'employeur cessionnaire, tel que prévu dans sa décision de réception de points APE, effective au 30 septembre 2021, en vertu de l'article 22 du décret du 25 avril 2002.

**Art. 29.** En cas de cession de subvention visée à l'article 21, le nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter, tel que visé à l'article 11, et le volume global de l'emploi de référence, tel que visé à l'article 14, de l'employeur qui cède tout ou partie de sa subvention, sont diminués du nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter par l'employeur cessionnaire dans le cadre de la cession, tel que fixé conformément à l'article 23 ou 28, pour la durée de la cession.

*Section 3. — Liquidation et contrôle du coût effectivement supporté*

**Art. 30.** La subvention visée à l'article 6 est liquidée anticipativement par le FOREm, par tranches trimestrielles, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

La subvention visée à l'article 16 est liquidée par le FOREm selon les modalités déterminées par la convention conclue entre la Région wallonne et la Communauté française, visée à l'article 16, alinéa 2.

**Art. 31.** Le montant de la subvention visée aux articles 6 et 16, ainsi que le montant de la subvention cédée visée à l'article 21 ne peuvent pas être supérieurs au coût effectivement supporté, par l'employeur ou par l'employeur bénéficiaire de la cession de la subvention, pour l'occupation des travailleurs visés respectivement aux articles 12, 18, alinéa 2, 3°, 24 ou 28.

Le Gouvernement définit ce qu'il convient d'entendre par coût effectivement supporté et en détermine les modalités de contrôle.

*CHAPITRE III. — Subvention visant la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires*

*Section 1<sup>re</sup>. — Objet*

**Art. 32.** Le Gouvernement peut octroyer, dans les limites budgétaires disponibles, aux employeurs visés à l'article 2, une subvention visant la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires.

La subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est destinée à couvrir, en tout ou en partie, les rémunérations et cotisations de sécurité sociale de demandeurs d'emploi inoccupés engagés dans les liens d'un contrat de travail sur la base d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

*Section 2. — Octroi et conditions*

*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 33.** Le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, la subvention visée à l'article 32 aux termes d'une procédure d'appels à projets organisés par le FOREm.

Pour chaque appel à projets organisé, le Gouvernement détermine :

- 1° le montant global maximal alloué ;
- 2° les besoins sociétaux prioritaires qu'il est amené à couvrir ;
- 3° les conditions d'admissibilités ;
- 4° les conditions d'éligibilité ;
- 5° le montant maximal de l'aide, alloué par équivalent temps plein.

**Art. 34.** Pour être admissible à l'appel à projets visé à l'article 33, l'employeur doit répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° disposer d'une unité d'établissement en région de langue française ;
- 2° respecter les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;
- 3° respecter les obligations légales et réglementaires en matière d'emploi et de sécurité sociale et en matière de comptabilité ;
- 4° disposer des autorisations, du matériel et des locaux nécessaires au bon déroulement des activités conformément à son objet social ;
- 5° pour les employeurs qui bénéficient d'une décision d'octroi de la subvention visée à l'article 6, respecter les dispositions prévues aux Chapitres 2 et 4.

**Art. 35.** Le Gouvernement octroie la subvention visée à l'article 32, pour une durée déterminée ou indéterminée, éventuellement renouvelable, selon les modalités qu'il détermine.

*Sous-section 2. — Naissances multiples*

**Art. 36.** Par dérogation à l'article 33, le Gouvernement octroie, selon les modalités qu'il détermine, la subvention visée à l'article 32 à un centre public d'action sociale qui la sollicite, en cas de survenance, dans le ressort territorial de ce dernier, de naissances multiples.

Par naissance multiple, au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'on entend la naissance d'au moins trois enfants sur une période de dix-huit mois, au sein d'une famille domiciliée dans le ressort territorial du centre public d'action sociale.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 37.** Le Gouvernement octroie, au 1<sup>er</sup> janvier 2022, selon les modalités qu'il détermine, la subvention, visée à l'article 32, au CPAS qui bénéficie, au 31 décembre 2021, d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi, en application de l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 25 avril 2002.

La subvention est octroyée pour une durée correspondant à la période située entre le 1<sup>er</sup> janvier 2022 et la date d'échéance fixée par la décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi, en vigueur au 31 décembre 2021, en application de l'article 15, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du décret du 25 avril.

Le montant de la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixé selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

*Section 3. — Augmentation de l'effectif de référence*

**Art. 38.** Pendant toute la durée de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32, l'employeur maintient le volume global de l'emploi de référence selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Le volume global de l'emploi est égal à la somme de l'effectif de référence et du nombre d'équivalents temps plein pour lequel la subvention visée à l'article 32 est octroyée.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- 1° pour les employeurs dont le volume global de l'emploi de référence est supérieur à 5 travailleurs, calculés en équivalents temps plein, lorsque le volume global de l'emploi de l'employeur atteint, au cours de l'année concernée, 90% du volume global de l'emploi de référence, l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est irréfragablement réputée remplie ;



2° pour les employeurs dont le volume global de l'emploi de référence est égal ou inférieur à 5 travailleurs, calculés en équivalents temps plein, lorsque le volume global de l'emploi de l'employeur atteint, au cours de l'année concernée, 80% du volume global de l'emploi de référence, l'obligation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est irréfutablement réputée remplie.

**Art. 39.** Le Gouvernement détermine ce qu'il convient d'entendre par effectif de référence. L'effectif de référence est établi sur la base du nombre de travailleurs occupés sous contrat de travail, calculé en équivalents temps plein, au cours des quatre trimestres qui précèdent le trimestre précédant la notification de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32.

Le respect du maintien du volume global de l'emploi est contrôlé annuellement par le FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Sans préjudice de l'alinéa 4, en cas de non-respect du maintien du volume global de l'emploi de référence, la subvention visée à l'article 32 est récupérée par le FOREm à due concurrence du non-respect du volume global de l'emploi de référence, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Par dérogation à l'alinéa 3, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions peut déroger à l'obligation de maintien du volume global de l'emploi, sur demande motivée de l'employeur :

1° lorsque la diminution du volume global de l'emploi de référence est causée par une perte de subvention émanant des pouvoirs publics ;

2° ou lorsqu'elle est causée par un cas fortuit ;

3° ou lorsque l'employeur démontre que le non-respect du volume global de l'emploi de référence trouve son origine dans le délai raisonnablement nécessaire au remplacement d'un ou plusieurs travailleurs ayant définitivement quitté l'entreprise.

Lorsque l'employeur a bénéficié, durant 2 années consécutives, de la dérogation visée à l'alinéa 4, le Gouvernement peut prévoir une procédure de modification du volume global de l'emploi de référence, sur demande motivée de l'employeur, ainsi que les conditions auxquelles la modification du volume global de l'emploi de référence est accordée.

**Art. 40.** L'employeur peut engager un demandeur d'emploi inoccupé dès l'entrée en vigueur de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32 et, au plus tard, dans un délai de six mois à partir du premier jour du mois qui suit la notification de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32.

Tout engagement réalisé au-delà de ce délai met automatiquement fin à la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32.

La durée de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32 prend cours selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

L'employeur informe le FOREm de l'engagement d'un demandeur d'emploi inoccupé sur la base de la décision d'octroi de la subvention visée à l'article 32, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le FOREm vérifie annuellement, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, que l'employeur a engagé un nombre de demandeurs d'emploi inoccupés correspondant au nombre d'équivalents temps plein pour lesquels la subvention a été octroyée.

En cas de non-respect de l'augmentation de l'effectif de référence d'un nombre de demandeurs d'emploi inoccupés correspondant au nombre d'équivalents temps plein pour lesquels la subvention visée à l'article 32 est octroyée, la subvention est récupérée par le FOREm à due concurrence du non-respect du nombre minimum d'équivalents temps plein à respecter, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

#### *Section 4. — Liquidation et contrôle du coût effectivement supporté*

**Art. 41.** La subvention visée à l'article 32 est liquidée par le FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

**Art. 42.** Le montant de la subvention visée à l'article 32 ne peut pas être supérieur au coût effectivement supporté par l'employeur, pour l'occupation de demandeurs d'emploi inoccupés engagés dans les liens d'un contrat de travail sur la base de la décision d'octroi de la subvention.

Le Gouvernement définit ce qu'il convient d'entendre par coût effectivement supporté et détermine les modalités de contrôle du coût effectivement supporté.

#### *CHAPITRE IV. — Obligations*

**Art. 43.** L'employeur qui bénéficie d'une subvention octroyée en vertu du présent décret est tenu :

1° d'occuper les travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée dans une unité d'établissement située en région de langue française ;

2° d'occuper les travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée dans les liens d'un contrat de travail conforme à la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, conclu à temps plein ou à temps partiel au moins égal à un mi-temps. Pour les travailleurs à temps partiel qui remplacent des travailleurs ou des agents qui bénéficient des dispositions de la loi du 22 janvier 1985 relative à l'interruption de la carrière professionnelle ou de la convention collective de travail n° 77 relative au crédit-temps approuvée par l'arrêté royal du 23 mars 2001, le régime de travail peut également correspondre à un cinquième temps ;

3° d'octroyer aux travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée une rémunération au moins égale :

a) pour les employeurs visés à l'article 2, paragraphe 2, a), à celle fixée par décision des autorités compétentes après négociations syndicales sur la base de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

b) pour les employeurs visés à l'article 2, paragraphe 2, b) et c), à celle octroyée aux agents définitifs occupés par ces employeurs pour la même fonction ou pour une fonction analogue, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres allocations et avantages applicables chez ces employeurs ;

c) pour les employeurs visés à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, à celle fixée par les conventions collectives de travail conclues, selon le cas, au niveau interprofessionnel, sectoriel, sous-sectoriel ou au niveau de l'entreprise, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres avantages applicables chez ces employeurs ;

d) pour les employeurs visés à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, à celle octroyée aux agents temporaires occupés par ces employeurs, pour la même fonction ou une fonction analogue, en ce compris les augmentations barémiques, les pécules de vacances et les autres allocations et avantages applicables chez ces employeurs ;

4° de respecter les dispositions de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs et de l'article 144bis de la nouvelle loi communale du 24 juin 1988 ;

5° de respecter ses obligations légales et réglementaires en matière d'emploi et de sécurité sociale et en matière de comptabilité ;

6° pour les employeurs visés à l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, disposer des autorisations, du matériel et des locaux nécessaires au bon déroulement des activités de l'employeur conformément à son objet social ;

7° de remettre annuellement, aux services désignés par le Gouvernement, un rapport d'exécution de la décision d'octroi de la subvention, selon les modalités déterminées par le Gouvernement ;

8° affecter les travailleurs pour lesquels la subvention est octroyée en vertu du présent décret :

a) en vertu du chapitre 2, aux activités d'intérêt général pour lesquels l'employeur bénéficiait d'une ou plusieurs décisions d'octroi en vertu du décret du 25 avril 2002, en vigueur au 30 septembre 2021 ;

b) en vertu du chapitre 3, aux activités répondant aux besoins sociétaux prioritaires pour lesquels la subvention visée à l'article 32 est octroyée.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, l'employeur peut occuper un travailleur, pour lequel la subvention est octroyée, dans les liens d'un contrat de travail à temps partiel inférieur à un mi-temps, à condition que le travailleur dispose d'un autre contrat de travail chez le même employeur et que les temps de travail cumulés des deux contrats sont au moins égaux à un mi-temps.

**Art. 44.** Par dérogation à l'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, l'employeur, visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, qui occupait, entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 30 septembre 2021, dans le cadre du décret du 25 avril 2002, des travailleurs, dans une unité d'établissement située en dehors de la région de langue française, peut continuer d'occuper les travailleurs visés à l'article 12 ou 24 dans une unité d'établissement située en dehors de la région de langue française.

Le nombre de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, occupés par l'employeur dans une unité d'établissement située en dehors de la région de langue française, conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut pas être supérieur au nombre de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, occupés par l'employeur, entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 30 septembre 2021, dans le cadre du décret du 25 avril 2002, dans une unité d'établissement située en dehors de la région de langue française.

#### CHAPITRE V. — *Cumul des aides*

**Art. 45.** L'employeur ne peut bénéficier, pour les travailleurs pour lesquels les subventions sont octroyées en vertu du présent décret, d'une ou de plusieurs autres subventions émanant de pouvoirs publics, qui, additionnées avec les subventions octroyées à l'employeur en vertu du présent décret, dépassent le coût global de la rémunération des travailleurs pour lesquels les subventions sont octroyées en vertu du présent décret.

**Art. 46.** Les subventions visées aux articles 6, 16, 21 et 32 ne peuvent pas être cumulées avec les réductions de cotisations sociales de sécurité sociale prévues en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, IX, 7°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

**Art. 47.** Par dérogation à l'article 46, la subvention visée à l'article 6 peut être cumulée avec les réductions de cotisations patronales de sécurité sociale octroyées par une autre Région aux agents contractuels subventionnés pour les travailleurs occupés dans une autre Région, conformément à l'article 44.

#### CHAPITRE VI. — *Évaluation, contrôle, sanction et récupération*

**Art. 48.** Il est instauré une Commission interministérielle chargée de :

1° remettre d'initiative ou sur demande tout avis sur l'exécution du décret ;

2° remettre un avis préalable à toute sanction prise en vertu de l'article 49 ;

3° remettre, sur demande, un avis préalable, lors de l'élaboration du contenu des appels à projets visés au chapitre 3, section 2 ;

4° examiner et valider le rapport d'exécution du présent décret, tel que réalisé par le FOREm, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine la composition et le fonctionnement de la Commission interministérielle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il peut préciser et compléter les missions de cette Commission interministérielle.

**Art. 49.** En cas de non-respect des obligations édictées, le Gouvernement peut, selon les modalités qu'il détermine :

1° suspendre tout ou partie de la subvention pendant un délai permettant à l'employeur de se conformer aux obligations non rencontrées ;

2° demander le remboursement de tout ou partie de la subvention, proportionnellement aux infractions constatées ;

3° retirer la décision d'octroi de la subvention ;

4° retirer la décision d'octroi de la subvention et demander le remboursement de tout ou partie de l'aide.

**Art. 50.** Le FOREm est chargé :

1° de l'exécution des décisions visées à l'article 49 ;

2° de récupérer toute aide indûment versée, par toute voie de droit, en ce compris la compensation ;

3° de fournir, tous les deux ans, au Gouvernement, au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, au Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes ainsi qu'au Comité C, un rapport d'évaluation, selon les modalités déterminées par le Gouvernement. Ce rapport d'évaluation est transmis et présenté au Parlement wallon ;

4° d'établir un cadastre, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, comprend des données genrées telles que déterminées par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités de récupération de l'aide indûment versée.

**Art. 51.** Le Gouvernement précise les modalités de récupération de l'aide indûment versée.

L'employeur peut bénéficier d'un plan d'apurement s'il en adresse la demande au FOREM, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement.

En cas de non-respect des échéances prévues dans un plan d'apurement, la totalité des sommes restant dues est réputée exigible immédiatement et récupérée conformément à l'article 50.

**Art. 52.** Le contrôle de l'application du décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

#### CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires*

**Art. 53.** L'article 46/1 de la loi du 24 décembre 1999, inséré par le décret du 28 avril 2006, est abrogé.

**Art. 54.** Le décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement est abrogé.

**Art. 55.** Les articles 353bis/9, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et 353bis/10 de la loi programme (I) du 24 décembre 2002 sont abrogés.

**Art. 56.** Les articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte de solidarité entre les générations, modifiés en dernier lieu par le décret du 28 février 2019, sont abrogés.

**Art. 57.** Les décisions d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi octroyées en vertu du décret du 25 avril 2002 prennent fin de plein droit le 31 décembre 2021.

**Art. 58.** Les subventions pour des postes affectés à des projets globaux dans des politiques régionales financées par la Région wallonne en vertu de l'article 43 de la loi du 24 décembre 1999 prennent fin de plein droit le 31 décembre 2021.

**Art. 59.** Les subventions pour des postes affectés à des projets individuels et à des projets globaux financés par la Région wallonne en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005, prennent fin de plein droit le 31 décembre 2021.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions modificatives*

**Art. 60.** A l'article 12bis, alinéa 5 du décret 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi, inséré par le décret du 19 mars 2009, les mots « du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand » sont remplacés par « le chapitre 2 du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires ».

**Art. 61.** A l'article 13 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 28 juin 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, les mots « être octroyée sous la forme d'une subvention telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand » sont remplacés par les mots « être octroyée, pour la MIRE agréée qui dispose d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi en vigueur au 30 septembre 2021, en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, sous la forme d'une subvention octroyée par ou en vertu du chapitre 2 du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires » ;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 5, les mots « du décret du 25 avril 2002 précité » sont remplacés par les mots « du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires ».

**Art. 62.** A l'article 13 du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des « Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale », en abrégé : « I.D.E.S.S. », modifié en dernier lieu par le décret du 10 décembre 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « visée à l'article 14 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand » sont remplacés par les mots « visée, pour l'I.D.E.S.S. qui dispose d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi en vigueur au 31 septembre 2021 en vertu du chapitre 2 du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, par le décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires » ;

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 63.** A l'article 17, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret 10 juillet 2013 relatif aux centres d'insertion socioprofessionnelle, modifié en dernier lieu par le décret du 26 mai 2016, le 1<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 64.** A l'article 24bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 11 décembre 2013 et modifié en dernier lieu par le décret du 11 décembre 2014, le 1<sup>o</sup> est abrogé.

**Art. 65.** A l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 20 juillet 2016 relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels, le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> soit, pour le fonds de formation sectoriel qui dispose d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi, en vigueur au 31 septembre 2021, en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non-marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, d'une aide telle que déterminée par ou en vertu du chapitre 2 décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi (APE) et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires ».

#### CHAPITRE IX. — *Dispositions transitoires*

**Art. 66.** Le décret du 25 avril 2002 continue à produire ses effets pour toute situation juridique née avant le 31 décembre 2021 et découlant d'une décision d'octroi de l'aide à la promotion de l'emploi prise en vertu du décret du 25 avril 2002.

Les situations juridiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> continuent à être régies par les dispositions prévues par ou en vertu du décret du 25 avril 2002.

L'alinéa 1<sup>er</sup> ne s'applique pas aux dispositions du Chapitre III du décret du 25 avril 2002.

Sans préjudice de l'alinéa 2, la Commission visée à l'article 47 est compétente pour les situations juridiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Les décisions de la commission ministérielle prévu en vertu du décret du 25 avril 2002 continuent à produire leurs effets au-delà du 1<sup>er</sup> janvier, lorsque la décision de la commission n'a pas produit l'ensemble de ses effets au 31 décembre 2021.

**Art. 67.** Les articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005 continuent à produire leurs effets pour toute situation juridique née avant le 31 décembre 2021 et découlant d'une subvention financée en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

Les situations juridiques visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> continuent à être régies par les dispositions prévues par ou en vertu des articles 79 à 87 de la loi du 23 décembre 2005.

#### CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

**Art. 68.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 28 entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 10 juin 2021.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,  
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,  
C. TELLIER

—  
Note

(1) *Session 2020-2021.*

Documents du Parlement wallon, 527 (2020-2021) N<sup>os</sup> 1 à 32.

Compte rendu intégral, séance plénière du 9 juin 2021.

Discussion.

Vote.



## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31757]

10 JUNI 2021. — Decreet betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting "APE") gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritair maatschappelijke behoeften (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° "FOREm" : de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

2° de wet van 24 december 1999: de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid;

3° het decreet van 25 april 2002 : het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs;

4° de wet van 23 december 2005 : de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact;

5° de niet-werkende werkzoekende: de werkzoekende die sinds ten minste één dag als zodanig bij FOREm is ingeschreven, die de wettelijke pensioenleeftijd nog niet heeft bereikt en die aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

a) hij is niet in het kader van een arbeidsovereenkomst aangeworven, hij bevindt zich niet in een statutaire relatie en oefent geen activiteit als zelfstandige als hoofdactiviteit uit;

b) hij is een onvrijwillig deeltijdse werknemer, zoals bedoeld in artikel 29 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering;

6° de vestigingseenheid: de vestigingseenheid zoals bepaald in artikel I.2, 16°, van het Wetboek van economisch recht.

Voor de toepassing van dit decreet kan de Regering de hoedanigheid van niet-werkende werkzoekende door gelijkstelling uitbreiden tot andere categorieën werkzoekenden dan die bedoeld in lid 1, 5°.

**Art. 2.** § 1. Dit decreet is van toepassing op :

1° de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschappelijke besturen;

2° de werkgevers uit de non-profitsector die beschikken over een vestigingseenheid gelegen op het grondgebied van het Franse taalgebied, met uitzondering van de werkgevers die het onderwijs als maatschappelijk doel hebben;

3° de werkgevers uit de onderwijssector.

§ 2. Paragraaf 1, 1°, is van toepassing op:

a) de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de autonome gemeentebedrijven, de verenigingen bedoeld in hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn waarvan zij lid zijn, de hulpverleningszones en de politiezones;

b) de diensten van de Regering van het Waalse Gewest en de openbare instellingen die daarvan afhangen;

b) de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de openbare instellingen die daarvan afhangen.

§ 3. De sectoren die deel uitmaken van de non-profitsector bedoeld in paragraaf 1, 2°, zijn de sectoren waarvan de activiteiten aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen:

1° van openbaar nut zijn;

2° geen winstoogmerk hebben;

3° aan maatschappelijke behoeften voldoen, waarin anders niet of slechts gedeeltelijk zou zijn voorzien.

De volgende instellingen worden geacht aan de in het eerste lid bedoelde voorwaarden te voldoen:

a) de verenigingen zonder winstoogmerk bedoeld in artikel 1:6, § 2, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen en de stichtingen van openbaar nut bedoeld in artikel 1:7 van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

b) de organisaties zonder winstoogmerk met rechtspersoonlijkheid die ten doel hebben ondernemingen te ondersteunen;

c) de openbare huisvestingsmaatschappijen en de agentschappen voor sociale huisvesting, als bedoeld in de Waalse Huisvestingscode;

d) de dienstverlenende structuren bedoeld bij het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (initiatieven voor de ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort "I.D.E.S.S."

§ 4. Onder werkgevers uit de onderwijssector in de zin van paragraaf 1, 3°, worden verstaan de inrichtende machten van de instellingen van het basis-, middelbaar, gespecialiseerd, hoger en sociaal onderwijs die de Franse Gemeenschap organiseert of subsidieert, alsook de diensten van haar Regering en de organen die ervan afhangen en die aan de onderwijssector aanvullende diensten verlenen die bijdragen tot een betere vervulling van hun opdrachten.

**Art. 3.** Onder de voorwaarden bepaald in dit decreet, kent de Regering een subsidie toe met het oog op het standvastig maken, overeenkomstig hoofdstuk 2, van de jobs gecreëerd in het kader van het decreet van 25 april 2002 en van de betrekkingen die zijn toegewezen aan projecten gefinancierd in het kader van artikel 43 van de wet van 24 december 1999 of van de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005, of met het oog op het creëren, overeenkomstig hoofdstuk 3, van nieuwe jobs die beantwoorden aan prioritair maatschappelijke behoeften.

**Art. 4.** De werkzoekende die ingeschreven is bij FOREm kan, na authenticatie, toegang krijgen tot een beveiligde elektronische databank op de FOREm-website en aan de hand van zijn identificatienummer in het rijksregister nagaan of hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, 5°.

De werkgever die een niet-werkende werkzoekende in dienst wenst te nemen, kan, na authenticatie, toegang krijgen tot de in paragraaf 1 bedoelde databank om de dag vóór de indienstneming van de werkzoekende, aan de hand van het door deze laatste aan de werkgever meegeede identificatienummer in het rijksregister, na te gaan of de werkzoekende voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 1, 5°.

FOREm zorgt voor de bijwerking van de beveiligde elektronische databank op grond van de informatie waarover hij beschikt, met inbegrip van de gegevens uit authentieke bronnen alsook van de bewijsstukken die hem door de werkzoekende overgemaakt worden.

De aan het einde van de in het eerste en het tweede lid bedoelde verificatie verkregen informatie ontslaat de werkzoekende niet van het voldoen aan de in artikel 1, 5°, bedoelde voorwaarden op de dag vóór zijn indienstneming bij de werkgever.

**Art. 5.** § 1. Wat de werkzoekenden betreft, verwerkt FOREm de volgende gegevenscategorieën:

- 1° de identificatiegegevens, met inbegrip van het identificatienummer in het Rijksregister;
- 2° de contactgegevens;
- 3° de hoedanigheid van de werkzoekende met betrekking tot zijn bezigheid;
- 4° de gegevens met betrekking tot de arbeidsovereenkomst van de werkzoekende die is aangeworven in het kader van een subsidie toegekend krachtens dit decreet, alsmede de gegevens met betrekking tot zijn werkgever;
- 5° de gegevens die nodig zijn voor de toepassing van de gelijkstellingen met de hoedanigheid van niet-werkende werkzoekende waarin bij of krachtens dit decreet is voorzien.

§ 2. Wat de werknemers die in aanmerking komen voor de in de artikelen 6, 16 of 32 bedoelde subsidie en de werknemers die de in artikel 21 bedoelde overdracht van de subsidie ontvangen, betreft, verwerkt FOREm de volgende gegevenscategorieën:

- 1° de identificatiegegevens van de werkgever, met inbegrip van het identificatienummer in de Kruispuntbank van Ondernemingen, en die van zijn vertegenwoordiger;
- 2° de contactgegevens;
- 3° de activiteitensector;
- 4° de lijst van de werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend, met vermelding van hun arbeidsregeling;
- 5° de gegevens die nodig zijn voor de berekening van de subsidie;
- 6° de gegevens die nodig zijn voor de berekening van het globale werkgelegenheidsvolume;
- 7° de gegevens die nodig zijn voor de betaling van de subsidie;
- 8° het bedrag van de subsidie;
- 9° de gegevens betreffende de naleving van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie;
- 10° in voorkomend geval, de gegevens betreffende de overdracht van een subsidie en de naleving van de voorwaarden ervan;
- 11° in voorkomend geval, de gegevens betreffende elke sanctie;
- 12° in voorkomend geval, de gegevens betreffende de volledige of gedeeltelijke terugvordering van de subsidie en, indien er een is, gegevens betreffende het aanzuiveringsplan.

§ 3. FOREm bewaart de in §§ 1 en 2 bedoelde gegevens gedurende tien jaar vanaf het moment van beëindiging van de door de subsidie gedekte werkperiode.

§ 4. FOREm is verantwoordelijk voor de verwerking van de in §§ 1 en 2 bedoelde gegevens die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten die hem krachtens dit decreet zijn toevertrouwd.

§ 5. FOREm wisselt met de andere bij of krachtens dit decreet aangewezen entiteiten de gegevens uit die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van hun respectieve opdrachten. Deze andere entiteiten zijn verantwoordelijk voor de gegevensverwerking die zij krachtens dit decreet verrichten.

§ 6. De Regering is bevoegd om de gegevens bedoeld in de categorieën vermeld in de §§ 1 en 2 te specificeren.

## HOOFDSTUK II. — *Subsidie betreffende het behoud van de jobs gecreëerd in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling*

### *Afdeling 1. — Toekenning*

#### Onderafdeling 1. — Werkgevers plaatselijke, gewestelijke en gemeenschappelijke besturen en werkgevers van de non-profitsector.

**Art. 6.** De Regering kent, voor onbepaalde duur, een jaarlijkse subsidie toe voor het behoud van jobs gecreëerd in het kader van de wet van 24 december 1999, het decreet van 25 april 2002 of de wet van 23 december 2005, aan de in artikel 2, §§ 1 en 2, bedoelde werkgevers, die op 30 september 2021:

- 1° in aanmerking komen voor een van kracht zijnde beslissing tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling, die krachtens het decreet van 25 april 2002 is genomen;
- 2° betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999 genieten;
- 3° betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005 genieten.

De werkgevers wier lijst door de Regering wordt bepaald, voor wie de toekenning van een steun ter bevordering van de tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002 is voorzien in uitvoering van de overeenkomst van 25 maart 2015 tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap op het gebied van de werkgelegenheid en de kinderopvang, genieten ook de in het eerste lid bedoelde subsidie volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten,

wanneer zij niet in aanmerking komen voor een op 30 september 2021 van kracht zijnde beslissing tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling, genomen krachtens het decreet van 25 april 2002, ter uitvoering van de bovengenoemde overeenkomst van 25 maart 2015.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt, wanneer een werkgever tussen 1 oktober 2021 en 31 december 2021 in aanmerking komt voor een nieuwe beslissing tot toekenning van steun voor de bevordering van de tewerkstelling op grond van het decreet van 25 april 2002, de steun geacht te zijn toegekend op 30 september 2021.

Het bedrag van de in het eerste lid bedoelde subsidie, berekend overeenkomstig de artikelen 7 tot 10 of, in voorkomend geval, overeenkomstig het tweede lid of artikel 15, wordt jaarlijks geïndexeerd volgens de modaliteiten bepaald door de Waalse Regering.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning van de in het eerste lid bedoelde subsidie.

**Art. 7.** Voor de toepassing van de artikelen 8 tot 10 en 15 wordt verstaan onder:

1° de werkgever: de werkgever die in aanmerking komt voor de in artikel 6 bedoelde subsidie waarvan het bedrag onverminderd artikel 15 en overeenkomstig de artikelen 8 tot 10 wordt berekend;

2° de verkrijgende werkgever: de rechtspersoon naar wie de werkgever bedoeld in 1° een overdracht van "APE"-punten voor bepaalde tijd heeft uitgevoerd overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002;

3° de overdragende werkgever: de rechtspersoon van wie de werkgever bedoeld in 1° een overdracht van "APE"-punten voor bepaalde tijd heeft ontvangen krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002;

4° de toegekende punten : het aantal krachtens het decreet van 25 april 2002 toegekende "APE"-punten, zoals vastgesteld bij de beslissing(en) tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling, waarvoor de werkgever in aanmerking komt, verminderd met het aantal punten dat hij heeft overgedragen aan een verkrijgende werkgever of vermeerderd met het aantal punten dat hij van een of meerdere overdragende werkgevers heeft ontvangen in het kader van een overdracht van punten voor een bepaalde periode, krachtens artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, met uitzondering van het aantal toegekende punten waarvan de werkgever geniet in het kader van een beslissing tot toekenning van "APE"-steun krachtens artikel 15, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet van 25 april 2002;

5° de gesubsidieerde punten: het aantal "APE"-punten die gedurende een kalenderjaar aan de werkgever worden gesubsidieerd en die overeenstemmen met het bedrag van de subsidie dat krachtens het decreet van 25 april 2002 gedurende het betrokken jaar daadwerkelijk aan de werkgever verschuldigd is, gedeeld door de waarde van het "APE"-punt voor het betrokken jaar;

6° de bereikte punten: het aantal "APE"-punten toegekend door de werkgever aan de werknemers die hij tewerkstelt in het kader van het decreet van 25 april 2002, in verhouding tot de arbeidsregeling van laatstgenoemden in het kader van hun bezigheid in het kader van het decreet van 25 april 2002;

7° de overgedragen punten: het aantal "APE"-punten die door de in 1° bedoelde werkgever, worden overgedragen aan een verkrijgende werkgever, in het kader van een overdracht van "APE"-punten van bepaalde duur, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002;

8° de ontvangen punten: het aantal "APE"-punten die de in 1° bedoelde werkgever heeft ontvangen van één of meerdere overdragende werkgevers, in het kader van een overdracht van "APE"-punten voor bepaalde tijd, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002.

9° de bereikte voltijdsequivalenten: het aantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, die door de werkgever met een arbeidsovereenkomst tewerkgesteld worden in het kader van het decreet van 25 april 2002;

10° de gesubsidieerde voltijdsequivalenten: het aantal voltijdsequivalenten dat is bereikt en daadwerkelijk aan de werkgever wordt gesubsidieerd op grond van het decreet van 25 april 2002

11° de sector waartoe de werkgever behoort: de overheidssector, bedoeld in artikel 2 van het decreet van 25 april 2002, of de non-profitsector, bedoeld in artikel 3 van het decreet van 25 april 2002, waartoe de werkgever behoort.

**Art. 8. § 1.** Onverminderd artikel 15 wordt het bedrag van de in artikel 6 bedoelde jaarlijkse subsidie, voor elke werkgever, met uitzondering van de in artikel 6, lid 2, bedoelde werkgever, berekend volgens de volgende formule:

$$(A \times B \times C) + (D \times E \times F \times G) + H + I$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "A": "A" is het aantal punten die op 30 september 2021 aan de werkgever zijn toegekend ;

2° "B": "B" is gelijk aan de theoretische waarde van het punt op 1 januari 2022;

3° "C": "C" is gelijk aan het gemiddelde subsidiëeringspercentage voor werkgevers tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019, overeenkomstig het decreet van 25 april 2002;

4° "D": "D" is gelijk aan het gemiddelde aantal voltijdsequivalenten die door de werkgever tussen 1 oktober 2020 en 30 september 2021 worden bereikt in een vestigingseenheid die in een Frans taalgebied is gevestigd;

5° "E": "E" is gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid, per gesubsidieerd voltijds equivalent, waarvan de werkgever, krachtens het decreet van 25 april 2002, tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019, effectief heeft genoten, voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in een vestigingseenheid gelegen in een Frans taalgebied;

6° "F": "F" is gelijk aan de gemiddelde bezettingsgraad van de voltijdsequivalenten die tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 door de werkgever zijn bereikt;

7° "G": "G" komt overeen met de variabele, zoals vastgesteld overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten, die bedoeld is om rekening te houden met de indexering van de lonen die tussen 2018 en de inwerkingtreding van dit decreet heeft plaatsgevonden;

8° "H": "H" is gelijk aan het overeenkomstig § 7 berekende bedrag van de jaarlijkse subsidie die op 30 september 2021 aan de werkgever verschuldigd is voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999;

9° "I": "I" is gelijk aan het overeenkomstig § 8 berekende bedrag van de jaarlijkse subsidie die op 30 september 2021 aan de werkgever verschuldigd is voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 25 december 2005.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, 2°, stemt de theoretische waarde van het "APE"-punt op 1 januari 2022 overeen met de waarde van het punt voor het jaar 2021, vermenigvuldigd met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen, gezondheidsindex, voor de maanden september en oktober van het jaar 2021, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen, gezondheidsindex, voor de maanden september en oktober van het jaar 2020, waarbij het groepercentage van het begrotingskrediet voor het jaar 2022 met betrekking tot de krachtens dit decreet verleende subsidie niet mag worden overschreden.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, 3°, wordt het gemiddelde subsidiëringspercentage van de werkgever als volgt berekend :

$$C = \frac{Ps \text{ Empl } 2017 + Ps \text{ Empl } 2018 + Ps \text{ Empl } 2019}{Po \text{ Empl } 2017 + Po \text{ Empl } 2018 + Po \text{ Empl } 2019}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "Ps Empl": "Ps Empl" is gelijk aan het aantal punten gesubsidieerd aan de werkgever tijdens het betrokken jaar;

2° "Po Empl": "Po Empl" is gelijk aan het gemiddelde aantal punten toegekend aan de werkgever tijdens het betrokken jaar.

Indien het overeenkomstig lid 1 berekende subsidiëringspercentage van de werkgever, bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, lager is dan het overeenkomstig artikel 9, § 2, berekende gemiddelde subsidiëringspercentage van de non-profitsector, wordt het gemiddelde subsidiëringspercentage van de werkgever berekend op basis van de twee voor de werkgever meest voordelige jaren tussen 2017, 2018 en 2019, zonder het gemiddelde subsidiëringspercentage van de non-profitsector, berekend overeenkomstig artikel 9, § 2, te overschrijden.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1, tweede lid, 4°, mag de waarde van de variabele D niet lager zijn dan:

1° het minimumaantal voltijdsequivalenten toegekend aan de werkgever, zoals bepaald in de op 30 september 2021 van kracht zijnde toekenningsbeslissing(en) van de "APE"-steun, waarvan de werkgever krachtens het decreet van 25 april 2002 geniet, met uitzondering van de toekenningsbeslissingen genomen krachtens artikel 15, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet van 25 april 2002, verminderd met het aantal voltijdsequivalenten dat op 30 september 2021 door de werkgever wordt uitgeoefend en bezet in een vestigingseenheid die buiten het Franstalig Waals Gewest is gelegen;

2° het aantal punten toegekend aan de werkgever op 30 september 2021 gedeeld door het gemiddeld aantal punten per voltijds equivalent bereikt door de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019, voor de in artikel 2, § 1, 2°, bedoelde werkgevers.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, wordt, wanneer een beslissing tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling, genomen krachtens het decreet van 25 april 2002, geen minimumaantal voltijdsequivalenten oplegt, het minimumaantal voltijdsequivalenten dat met deze toekenningsbeslissing overeenstemt, bekomen door het aantal punten toegekend bij deze beslissing te delen door het overeenkomstig de paragrafen 3 en 4 berekende gemiddelde aantal punten per door de werkgever bereikt voltijds equivalent.

Voor de toepassing van lid 1, 2°, wordt het gemiddelde aantal punten per voltijds equivalent dat door de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 wordt bereikt, als volgt berekend:

$$D = \frac{Po \text{ Empl } 2017 + Po \text{ Empl } 2018 + Po \text{ Empl } 2019}{ETPR \text{ Empl } 2017 + ETPR \text{ Empl } 2018 + ETPR \text{ Empl } 2019}$$

Voor de toepassing van het derde lid wordt verstaan onder:

1° "Po Empl": "Po Empl" is gelijk aan het gemiddelde aantal punten toegekend aan de werkgever tijdens het betrokken jaar;

2° "ETPR Empl": "ETPR Empl" is gelijk aan het gemiddelde aantal voltijdsequivalenten die door de werkgever tijdens het betrokken jaar worden bereikt in een vestigingseenheid die in een Frans taalgebied is gevestigd.

§ 5. Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, 5°, wordt het gemiddelde jaarlijkse bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid per gesubsidieerd voltijds equivalent als volgt berekend :

$$E = \frac{RCCS \text{ Empl } 2017 + RCCS \text{ Empl } 2018 + RCCS \text{ Empl } 2019}{ETPs \text{ Empl } 2017 + ETPs \text{ Empl } 2018 + ETPs \text{ Empl } 2019}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "RCCS Empl": "RCCS Empl" is gelijk aan het bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid waarvan de werkgever tijdens het betrokken jaar genoten heeft ingevolge de gecombineerde toepassing van artikel 21, lid 7, van het decreet van 25 april 2002 en de artikelen 353bis/9, eerste lid, 1° of 353bis/10 van de programmawet (I) van 24 december 2002, voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van het decreet van 25 april 2002 in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied ;

2° "ETPs Empl": "ETPs Empl" is gelijk aan het gemiddelde aantal voltijdsequivalenten die tijdens het betrokken jaar in een vestigingseenheid in het Franse taalgebied zijn tewerkgesteld en aan de werkgever worden gesubsidieerd.

De bedragen van de verminderingen van sociale werkgeversbijdragen die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van lid 2, 1°, zijn deze vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 september 2021 en hebben betrekking op de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 25 april 2002 en aangesteld in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied.

§ 6. Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, 6°, wordt het gemiddelde bezettingspercentage van de door werkgever bereikte voltijdsequivalenten als volgt berekend :

$$F = \frac{Ps \text{ Empl } 2017 + Ps \text{ Empl } 2018 + Ps \text{ Empl } 2019}{Préal \text{ Empl } 2017 + Préal \text{ Empl } 2018 + Préal \text{ Empl } 2019}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "Ps Empl": "Ps Empl" is gelijk aan het aantal punten die de werkgever tijdens het betrokken jaar gesubsidieerd krijgt;

2° "Préal Empl": "Préal Empl" is gelijk aan het gemiddelde aantal punten bereikt door de werkgever tijdens het betrokken jaar.

Indien de overeenkomstig lid 1 berekende bezettingsgraad van de werkgever, bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, lager is dan het overeenkomstig artikel 9, § 4, berekende gemiddelde subsidiëringspercentage van de non-profitsector, wordt de variabele F berekend op basis van de twee voor de werkgever voordeligste jaren tussen 2017, 2018 en 2019, zonder dat de overeenkomstig artikel 9, § 4, berekende gemiddelde bezettingsgraad van de non-profitsector mag worden overschreden.



§ 7. Voor de toepassing van § 1, tweede lid, 8°, wordt het bedrag van de jaarlijkse subsidie die aan de werkgever verschuldigd is voor betrekkingen die op 30 september 2021 toegewezen worden aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999, berekend als volgt:

$$H = \text{Subv Plaf anné 2021} \times \text{Tx subv 2019}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "Subv Plafonné 2021" : "Subv Plafonné 2021" is gelijk aan het jaarlijkse maximumbedrag van de subsidie waarover de werkgever op 30 september 2021 beschikt voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999;

2° "Tx subv 2019": "Tx subv 2019" is gelijk aan het gemiddelde subsidiëringspercentage dat de werkgever in de loop van 2019 heeft ontvangen voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999, en dat als volgt wordt berekend:

$$\text{Tx subv 2019} = \frac{\text{Subv due 2019}}{\text{Subv plaf anné 2019}}$$

Voor de toepassing van het tweede lid, 2°, wordt verstaan onder:

1° "Subv due 2019" : "Subv due 2019" is gelijk aan het bedrag van de subsidie die voor het jaar 2019 daadwerkelijk verschuldigd is aan de werkgever voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999.

2° "Subv Plafonné 2019" : "Subv Plafonné 2019" is gelijk aan het jaarlijkse maximumbedrag van de subsidie waarover de werkgever voor het jaar 2019 beschikt voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999.

In afwijking van lid 3 wordt, wanneer de werkgever in 2019 niet in aanmerking kwam voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999, voor de toepassing van lid 2, verstaan onder:

1° "Subv due 2019" : "Subv due 2019" is gelijk aan de som van de bedragen van de subsidie die voor het jaar 2019 daadwerkelijk verschuldigd is aan alle werkgevers voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999.

2° "Subv Plafonné 2019" : "Subv Plafonné 2019" is gelijk aan de som van de jaarlijkse maximumbedragen van de subsidie waarover alle werkgevers voor het jaar 2019 beschikken voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999.

In afwijking van het tweede lid, 2°, mag het gemiddelde subsidiëringspercentage dat de werkgever in de loop van 2019 heeft ontvangen voor betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999, dat overeenkomstig het derde lid wordt berekend, niet lager dan zijn dan het overeenkomstig het vierde lid berekende gemiddelde subsidiëringspercentage:

Overeenkomstig lid 4 stelt de Regering, op de wijze die zij bepaalt, de waarde vast van het gemiddelde subsidiëringspercentage voor alle werkgevers gedurende 2019.

§ 8. Voor de toepassing van § 1, tweede lid, 9°, wordt het jaarlijkse bedrag van de subsidie die op 30 september 2021 aan de werkgever verschuldigd is voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 25 december 2005 berekend als volgt:

$$I = \text{Subv plaf anné 2021} \times \text{Tx subv 2019}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "Subv Plafonné 2021" : "Subv Plafonné 2021" is gelijk aan het jaarlijkse maximumbedrag van de subsidie waarover de werkgever op 30 september 2021 beschikt voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005;

2° "Tx subv 2019": "Tx subv 2019" is gelijk aan het gemiddelde subsidiëringspercentage dat de werkgever in de loop van 2019 heeft ontvangen voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005, en dat als volgt wordt berekend:

$$\text{Tx subv 2019} = \frac{\text{Subv due 2019}}{\text{Subv plaf anné 2019}}$$

Voor de toepassing van het tweede lid, 2°, wordt verstaan onder:

1° "Subv due 2019" : "Subv due 2019" is gelijk aan het bedrag van de subsidie die voor het jaar 2019 daadwerkelijk verschuldigd is aan de werkgever voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005;

1° "Subv Plafonné 2019" : "Subv Plafonné 2019" is gelijk aan het jaarlijkse maximumbedrag van de subsidie waarover de werkgever voor het jaar 2019 beschikt voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005.

In afwijking van lid 3 wordt, wanneer de werkgever in 2019 niet in aanmerking kwam voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005, voor de toepassing van lid 2, verstaan onder:

1° "Subv due 2019" : "Subv due 2019" is gelijk aan de som van de jaarlijkse bedragen van de subsidie die voor het jaar 2019 daadwerkelijk verschuldigd is aan alle werkgevers voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005;

2° "Subv Plafonné 2019" : "Subv Plafonné 2019" is gelijk aan de som van de jaarlijkse maximumbedragen van de subsidie waarover alle werkgevers voor het jaar 2019 beschikken voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005.

In afwijking van het tweede lid, 2°, mag het gemiddelde subsidiëringspercentage dat de werkgever in de loop van 2019 heeft ontvangen voor betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005, dat overeenkomstig het derde lid wordt berekend, niet lager dan zijn dan het overeenkomstig het vierde lid berekende gemiddelde subsidiëringspercentage.

Overeenkomstig lid 4 stelt de Regering, op de wijze die zij bepaalt, de waarde vast van het gemiddelde subsidiëringspercentage voor alle werkgevers gedurende 2019.

**Art. 9.** § 1. Voor de toepassing van artikel 8, § 1, eerste lid, en in afwijking van artikel 8, § 1, tweede lid, 3°, 5° en 6°, wordt, wanneer de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 geen steun ter bevordering van de tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002 heeft genoten of gedurende een periode van minder dan 24 maanden heeft genoten, verstaan onder:

1° "C": "C" is gelijk aan het gemiddelde subsidiëringspercentage voor alle werkgevers van de sector waartoe de werkgever behoort, overeenkomstig het decreet van 25 april 2002, tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019;

2° "E": "E" is gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid, per gesubsidieerd voltijds equivalent, dat alle werkgevers van de sector waartoe de werkgever behoort, krachtens het decreet van 25 april 2002, tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019, effectief hebben genoten, voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in een vestigingseenheid gelegen in een Frans taalgebied;

3° F: "F" is gelijk aan het gemiddelde bezettingspercentage van de voltijdsequivalenten die door alle werkgevers van de sector waartoe de werkgever behoort, krachtens het decreet van 25 april 2002 zijn bereikt tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019.

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1, 1°, wordt het gemiddelde subsidiëringspercentage voor alle werkgevers waartoe de werkgever berekend, als volgt berekend :

$$C = \frac{Ps \text{ Secteur } 2017 + Ps \text{ Secteur } 2018 + Ps \text{ Secteur } 2019}{Po \text{ secteur } 2017 + Po \text{ secteur } 2018 + Po \text{ secteur } 2019}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° Ps Secteur : "Ps Secteur" is gelijk aan de som van het aantal gesubsidieerde punten voor alle werkgevers van de sector waartoe de werkgever behoort, gedurende het betrokken jaar;

2° "Po Secteur" : "Po Secteur" is gelijk aan de som van het gemiddelde aantal punten die aan alle werkgevers in de sector waartoe de werkgever behoort, in het betrokken jaar zijn toegekend;

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 1, 2°, wordt het gemiddelde jaarlijkse bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid per gesubsidieerd voltijds equivalent als volgt berekend :

$$E = \frac{RCCS \text{ Secteur } 2017}{RCCS \text{ Secteur } 2018}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "RCSS Secteur" : "RCSS Secteur" is gelijk aan het bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid waarvan alle werknemers van de sector waartoe de werknemer behoort tijdens het betrokken jaar genoten hebben ingevolge de gecombineerde toepassing van artikel 21, lid 7, van het decreet van 25 april 2002 en de artikelen 353bis/9, eerste lid, 1° of 353bis/10 van de programmawet (I) van 24 december 2002, voor de werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van het decreet van 25 april 2002 in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied ;

2° "ETPs Secteur": "ETPs Secteur" is gelijk aan de som van het gemiddelde aantal gesubsidieerde voltijdsequivalenten die gedurende het betrokken jaar in een vestigingseenheid in het Franse taalgebied zijn tewerkgesteld bij alle werkgevers van de sector waartoe de werkgever behoort.

De bedragen van de verminderingen van sociale werkgeversbijdragen die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van lid 2, 1°, zijn deze vastgesteld door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op 30 september 2021 en hebben betrekking op de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 25 april 2002 en aangesteld in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied.

§ 4. Voor de toepassing van paragraaf 2, 3°, wordt het gemiddelde bezettingspercentage voor alle werkgevers in de sector van de werkgever wordt als volgt berekend :

$$F = \frac{Ps \text{ Secteur } 2017 + Ps \text{ Secteur } 2018 + Préal \text{ Secteur } 2019}{Préal \text{ Secteur } 2017 + Ps \text{ secteur } 2018 + Préal \text{ Secteur } 2019}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "Ps Secteur" : "Ps Secteur" is gelijk aan de som van het aantal gesubsidieerde punten voor alle werkgevers van de sector waartoe de werkgever behoort, gedurende het betrokken jaar;

2° "Préal Secteur" : "Préal Secteur" is gelijk aan de som van het gemiddelde aantal punten die alle werkgevers in de sector waartoe de werkgever behoort, in het betreffende jaar hebben bereikt;

§ 5. Overeenkomstig de leden 2 tot en met 4 bepaalt de Regering, op de wijze die zij vaststelt, de waarde van de variabelen C, E en F.

**Art. 10.** § 1. Wanneer de werkgever die de in artikel 6 bedoelde subsidie ontvangt, uiterlijk op 30 september 2021 punten heeft overgedragen aan een verkrijgende werkgever, wordt het overeenkomstig artikel 8 of artikel 9 berekende bedrag van zijn subsidie verhoogd met het bedrag dat gelijk is aan het overeenkomstig artikel 8 of artikel 9 berekende bedrag van de subsidie van de verkrijgende werkgever vermenigvuldigd met de volgende breuk:

$$\frac{Pc \text{ Empl}}{Po \text{ Empl Cess}}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "Pc Empl": "Pc Empl" is gelijk aan het aantal punten die op 30 september 2021 door de werkgever aan de verkrijgende werkgever worden overgedragen;

2° "Pc Empl Cess": "Pc Empl Cess" is gelijk aan het aantal punten die op 30 september 2021 aan de verkrijgende werkgever worden toegekend.

Wanneer de werkgever op 30 september 2021 punten heeft overgedragen aan meerdere verkrijgende werkgevers, zijn de leden 1 en 2 van toepassing op elke verkrijgende werkgever.

§ 2. Wanneer de werkgever die de in artikel 6 bedoelde subsidie ontvangt, op 30 september 2021 punten heeft ontvangen van een of meerdere overdragende werknemers, wordt het overeenkomstig artikel 8 of artikel 9 berekende bedrag van zijn subsidie verminderd met een bedrag dat gelijk is aan het overeenkomstig artikel 8 of artikel 9 berekende bedrag van zijn subsidie, vermenigvuldigd met de volgende breuk:

$$\frac{\text{Preçu Empl}}{\text{Po Empl}}$$

Voor de toepassing van het eerste lid wordt verstaan onder:

1° "Preçu Empl": "Preçu Empl" is gelijk aan het aantal punten die de werkgever op 30 september 2020 van een of meerdere verkrijgende werkgevers heeft ontvangen;

2° "Po Empl": "Po Empl" is gelijk aan het aantal punten die op 30 september 2021 aan de verkrijgende werkgever worden toegekend.

**Art. 11.** De in artikel 6 bedoelde subsidie dient ter gehele of gedeeltelijke dekking van de bezoldigingen en de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die verbonden zijn aan het behoud van de krachtens het decreet van 25 april 2002 gecreëerde jobs, alsmede van de betrekkingen toegewezen aan projecten gefinancierd krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999 of de artikelen 79 tot en met 87 van de wet van 23 december 2005.

De Regering bepaalt, volgens de door haar vastgestelde modaliteiten, het minimumaantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, waarvoor de in artikel 6 bedoelde subsidie wordt toegekend. Het minimumaantal voltijdsequivalenten dat in acht moet worden genomen om voor de in artikel 6 bedoelde subsidie in aanmerking te komen, is gelijk aan het minimumaantal voltijdsequivalenten dat wordt opgelegd door de beslissing tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling waarvan de werkgever geniet krachtens het decreet van 25 april 2002 en die van kracht is op 30 september 2021, met uitzondering van de beslissingen tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling genomen krachtens artikel 15, § 4, eerste lid, 4° van het decreet van 25 april 2002. Wanneer een werkgever op 30 september 2021 geniet van verschillende beslissingen tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002, wordt het minimumaantal voltijdsequivalenten dat in acht moet worden genomen om in aanmerking te komen voor de subsidie bedoeld in artikel 6, verkregen door optelling van het minimumaantal voltijdsequivalenten zoals bepaald in elke beslissing tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling waarvan de werkgever geniet krachtens het decreet van 25 april 2002 en die van kracht is op 30 september 2021, met uitzondering van de beslissingen tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling genomen krachtens artikel 15, § 4, eerste lid, 4° van het decreet van 25 april 2002.

Voor de toepassing van het tweede lid, wordt, wanneer een beslissing tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling, genomen krachtens het decreet van 25 april 2002, geen minimumaantal voltijdsequivalenten oplegt, het minimumaantal voltijdsequivalenten dat met deze toekenningsbeslissing overeenstemt, bekomen door het aantal punten toegekend bij deze beslissing te delen door het gemiddelde aantal punten per voltijds equivalent bereikt door de werkgever, berekend overeenkomstig artikel 8, § 4, lid 3 en 4.

Het overeenkomstig de leden 2 en 3 vastgestelde minimumaantal in acht te nemen voltijdsequivalenten wordt verhoogd met het aantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, voor wie de werkgever voor het jaar 2021 over betrekkingen beschikt, die toegewezen zijn:

1° aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999;

2° aan individuele projecten en aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005.

De Waalse Regering kan de berekeningswijze van het in lid 4 bedoelde aantal voltijdsequivalenten nader bepalen.

**Art. 12.** Volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten stelt FOREm voor elke werkgever die de in artikel 6 bedoelde subsidie ontvangt, de lijst op van de werknemers voor wie de in artikel 6 bedoelde subsidie wordt toegekend.

De in lid 1 bedoelde lijst omvat vanaf 1 januari 2022 de werknemers die op 31 december 2021 bij de werkgever in dienst zijn:

1° in het kader van een beslissing tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling genomen krachtens het decreet van 25 april 2002, met uitzondering van die genomen krachtens artikel 15, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet van 25 april 2002 ;

2° op betrekkingen toegewezen aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens artikel 43 van de wet van 24 december 1999;

3° op betrekkingen toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten in het kader van gewestelijke beleidsvormen gefinancierd door het Waalse Gewest krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005.

Wanneer de werkgever een nieuwe werknemer in dienst neemt, kan laatstgenoemde op verzoek van de werkgever op de in lid 1 bedoelde lijst worden geplaatst, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten, op voorwaarde dat hij op de dag voor de indienstneming niet-werkende werkzoekende is.

Voor de toepassing van lid 3 wordt een werknemer die deeltijds door de werkgever wordt tewerkgesteld en wiens arbeidsregeling wordt verhoogd, beschouwd als een niet-werkende werkzoekende, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten. In dat geval kan de deeltijdse werknemer op de in lid 1 bedoelde lijst worden geplaatst voor het deel van het voltijdequivalent dat overeenkomt met de uitbreiding van zijn arbeidsregeling.

In geval van definitief vertrek van een werknemer die op de in het eerste lid bedoelde lijst staat, wordt hij daarvan geschrapt volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

De opstelling van de lijst van de werknemers, met inbegrip van hun respectieve arbeidsregelingen, geschiedt volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

**Art. 13.** Voor elke werkgever moet de som van de arbeidsregelingen van de werknemers op de in artikel 12 bedoelde lijst, berekend in voltijdequivalenten, op jaarbasis ten minste gelijk zijn aan het minimumaantal voltijdequivalenten waarvoor de subsidie wordt toegekend, zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 11. De naleving van de in het eerste lid bedoelde verplichting wordt jaarlijks door FOREm gecontroleerd, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

Indien het aantal voltijdsequivalenten van de werknemers op de in artikel 12 bedoelde lijst, gemiddeld over het betrokken kalenderjaar lager ligt dan het aantal voltijdsequivalenten, zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 11, wordt de in artikel 6 bedoelde subsidie door FOREm teruggevorderd ten belope van de niet-naleving van het in acht te nemen minimumaantal voltijdsequivalenten, overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De Regering kan voorzien in een procedure om op een met redenen omkleed verzoek van de werkgever af te wijken van de toepassing van de in lid 1 bedoelde verplichting, alsmede in de voorwaarden waaronder de afwijking wordt toegestaan.

**Art. 14. § 1.** De in artikel 6 bedoelde jaarlijkse subsidie wordt toegekend op voorwaarde dat de werkgever tijdens het betrokken jaar het globale volume van de referentiewerkgelegenheid die is vastgesteld volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten, handhaaft.

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° wordt de in het eerste lid bedoelde verplichting, voor werkgevers wier het globale volume van de referentiewerkgelegenheid, berekend in voltijdsequivalenten, groter is dan 5 werknemers, wanneer het totale volume van de werkgelegenheid van de werkgever tijdens het betrokken jaar 90% van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid bereikt, onweerlegbaar geacht te zijn vervuld;

2° wordt de in het eerste lid bedoelde verplichting, voor werkgevers wier het globale volume van de referentiewerkgelegenheid, berekend in voltijdsequivalenten, gelijk is aan of lager is dan 5 werknemers, wanneer het totale volume van de werkgelegenheid van de werkgever tijdens het betrokken jaar 80% van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid bereikt, onweerlegbaar geacht te zijn vervuld.

De in artikel 2, § 2, a), bedoelde werkgever die onder een beheersplan met nauwgezet toezicht van het "Centre régional d'Aide aux Communes" (Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten) valt of die geacht wordt onder een beheersplan te vallen maar met licht toezicht van het "Centre régional d'Aide aux Communes", overeenkomstig de beginselen bepaald door het decreet van 3 juni 1993 betreffende de algemene principes van het beheersplan voor gemeenten en provincies, alsook door de artikelen L3311-1 en volgende van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, is vrijgesteld van de in het eerste lid bedoelde verplichting.

§ 2. Het totale volume van de in § 1, eerste lid, bedoelde referentiewerkgelegenheid van de werkgever wordt vastgesteld op basis van het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers, berekend in voltijdsequivalenten, die de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 in dienst heeft. De Regering bepaalt wat moet worden verstaan onder het globale volume van de referentiewerkgelegenheid, alsmede de wijze van berekening ervan.

In afwijking van het eerste lid wordt, wanneer de werkgever een steun ter bevordering van de tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002 heeft genoten gedurende een periode van ten minste 12 maanden en minder dan 36 maanden, het globale volume van de referentiewerkgelegenheid vastgesteld op basis van de maanden waarin de werkgever steun heeft genoten krachtens een beslissing tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling krachtens het decreet van 25 april 2002.

In afwijking van het eerste lid wordt, wanneer de werkgever tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019 geen steun ter bevordering van de tewerkstelling heeft genoten, of gedurende minder dan 12 maanden dergelijke steun heeft genoten, het globale volume van de referentiewerkgelegenheid vastgesteld op basis van het gemiddelde jaarlijkse aantal werknemers die de werkgever tussen 1 juli 2020 en 30 juni 2021 in dienst heeft.

Wanneer de werkgever die de in artikel 6 bedoelde subsidie ontvangt, op 30 september 2021 punten overgedragen aan een verkrijgende werkgever heeft en de werkgever geen gebruik maakt van de door artikel 28 geboden mogelijkheid, wordt het globale volume van de referentiewerkgelegenheid, berekend overeenkomstig de paragrafen 1 tot en met 3, verhoogd met het minimumaantal voltijdsequivalenten dat door de verkrijgende werkgever in acht moet worden genomen, zoals bepaald in zijn beslissing om "APE"-punten te ontvangen, die op 30 september 2021 van kracht is, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002.

De Regering kan voorzien in een procedure tot wijziging van het overeenkomstig lid 1 berekende globale volume van de referentiewerkgelegenheid, op een met redenen omkleed verzoek van de werkgever, alsmede in de voorwaarden waaronder een wijziging van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt toegestaan.

§ 3. De naleving van de handhaving van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt jaarlijks door FOREm gecontroleerd, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

In geval van niet-naleving van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt de in artikel 6 bedoelde subsidie door FOREm teruggevorderd ten belope van de daling van het globale werkgelegenheidsvolume, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, kan de Minister die bevoegd is voor werkgelegenheid, op een met redenen omkleed verzoek van de werkgever en onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden, afwijken van de verplichting om het totale volume van de referentiewerkgelegenheid te handhaven:

1° wanneer de daling van het totale werkgelegenheidsvolume wordt veroorzaakt door een verlies aan subsidie van de overheid ;

2° of wanneer ze wordt veroorzaakt door een toevallige gebeurtenis;

3° of wanneer de werkgever aantoont dat de niet-naleving van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid te wijten is aan de periode die redelijkerwijs nodig is om één of meerdere werknemers die de onderneming definitief hebben verlaten, te vervangen.

Onverminderd lid 3 wordt bij niet-naleving van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid gedurende drie opeenvolgende jaren de subsidie definitief verminderd met het bedrag van de vermindering van het totale werkgelegenheidsvolume die zich tijdens die drie opeenvolgende jaren herhaaldelijk heeft voorgedaan.

Wanneer de werkgever gedurende twee opeenvolgende jaren een afwijking als bedoeld in lid 3 heeft genoten, kan de Regering voorzien in een procedure tot wijziging van het overeenkomstig lid 1 berekende globale volume van de referentiewerkgelegenheid, op een met redenen omkleed verzoek van de werkgever, alsmede in de voorwaarden waaronder een wijziging van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt toegestaan.

**Art. 15.** In afwijking van artikel 8 wordt, wanneer het gemiddelde subsidiepercentage van de werkgever, dat overeenkomt met de variabele "C", lager is dan het gemiddelde percentage van de sector waartoe de werkgever behoort, berekend overeenkomstig artikel 9, § 2, de subsidie herberekend volgens de door de Regering vastgestelde procedures.



Lid 1 is uitsluitend van toepassing op werkgevers wier gemiddeld aantal werknemers in voltijdequivalenten gedurende de jaren 2017 tot en met 2019 gelijk is aan of kleiner is dan vijf. Het gemiddelde aantal bereikte voltijdequivalenten wordt als volgt berekend:

$$\frac{\text{ETPR Empl 2017} + \text{ETPR Empl 2018} + \text{ETPR Empl 2019}}{3}$$

Voor de toepassing van lid 2 is de "ETPR Empl" gelijk aan het gemiddelde aantal voltijdequivalenten dat de werkgever tijdens het betrokken jaar heeft gerealiseerd.

Volgens de modaliteiten bepaald door de Regering, wordt het bedrag van de subsidie van de werkgever bedoeld in paragraaf 2, onverminderd paragraaf 5, herberekend overeenkomstig artikel 8, met uitzondering van de variabele "C" die berekend wordt op basis van de 2 voor de werkgever meest voordelige jaren tussen 2017, 2018 en 2019, 2020 en 2021, zonder het gemiddelde subsidiepercentage van de sector waartoe de werkgever behoort, berekend overeenkomstig artikel 9, § 2, te kunnen overschrijden.

De regering is bevoegd strengere voorwaarden voor de ontvankelijkheid van het verzoek om herberekening van de subsidie vast te stellen dan de in de leden 1 en 2 genoemde.

#### Onderafdeling 2. — Onderwijswerkgever

**Art. 16.** De Regering kent de Franse Gemeenschap een jaarlijkse subsidie toe voor het behoud van de jobs gecreëerd in het kader van artikel 4 van het decreet van 25 april 2002 ten voordele van de werkgevers in de onderwijssector.

Het bedrag van de subsidie bedoeld in het eerste lid wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 17, in een overeenkomst gesloten tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap, en jaarlijks geïndexeerd volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

**Art. 17.** § 1. De in artikel 16 bedoelde subsidie wordt als volgt berekend:

$$(A \times B \times C) + (D \times E \times G)$$

Voor de toepassing van lid 1 gelden de volgende definities:

1° de A : de "A" is gelijk aan het aantal punten dat op 30 september 2021 werd toegekend aan de Franse Gemeenschap, ten voordele van de werkgevers van de onderwijssector, krachtens het decreet van 25 april 2002 en van het samenwerkingsakkoord van 29 april 2004 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de nadere regels voor de toekenning van tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door werkgevers van de onderwijssector overeenkomstig artikel 4 van het Waals decreet van 25 april 2002, zoals bepaald in de APE (Steunregeling ter bevordering van de werkgelegenheid)-Overeenkomst Onderwijs van 2 juli 2020, gesloten tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het bovenvermelde samenwerkingsakkoord van 29 april 2004;

2° de B: "B" is gelijk aan de theoretische waarde van het punt op 1 januari 2022;

3° de C: "C" is gelijk aan het gemiddelde subsidiepercentage van de Franse gemeenschap, ten voordele van de werkgevers in de onderwijssector, krachtens artikel 4 van het decreet van 25 april 2002, tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019;

4° de D: de "D" is gelijk aan het gemiddelde jaarlijkse bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen waarvan de Franse gemeenschap effectief heeft geprofiteerd, ten voordele van de werkgevers van de onderwijssector, krachtens artikel 4 van het decreet van 25 april 2002, tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019, voor werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 25 april 2002 in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied ;

5° de E: de "E" is gelijk aan het aantal punten toegekend aan de Franse Gemeenschap op 30 september 2021, bedoeld in 1°, gedeeld door het gemiddelde jaarlijkse aantal punten dat effectief aan de Franse Gemeenschap werd betaald tussen 1 januari 2017 en 31 december 2019, krachtens artikel 4 van het decreet van 25 april 2002 en het voornoemde samenwerkingsakkoord;

6° de G: de "G" stemt overeen met de variabele, zoals bepaald op de door de Regering bepaalde wijze, om rekening te houden met de indexering van de lonen die tussen 2018 en de inwerkingtreding van dit besluit heeft plaatsgevonden.

§ 2. Voor de toepassing van het eerste lid, tweede alinea, 2°, stemt de theoretische waarde van het APE-punt op 1 januari 2022 overeen met de waarde van het punt voor het jaar 2021, vermenigvuldigd met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen, gezondheidsindex, voor de maanden september en oktober van het jaar 2021, gedeeld door het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen, gezondheidsindex, voor de maanden september en oktober van het jaar 2020, waarbij het groeipercentage van het begrotingskrediet voor het jaar 2022 met betrekking tot de krachtens dit besluit verleende subsidie niet mag worden overschreden.

§ 3. Voor de toepassing van paragraaf 1, tweede lid, 3°, wordt het gemiddelde subsidiepercentage van de Franse gemeenschap, ten voordele van de werkgevers uit de onderwijssector, als volgt berekend :

$$C = \frac{Ps \text{ Secteur 2017} + Ps \text{ Secteur 2018} + Ps \text{ Secteur 2019}}{Po \text{ secteur 2017} + Po \text{ secteur 2018} + Po \text{ secteur 2019}}$$

Voor de toepassing van lid 1 gelden de volgende definities:

1° de Ps-sector: de "Ps-sector" is gelijk aan het aantal "APE"-punten gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ten voordele van de werkgevers van de onderwijssector, tijdens het betrokken jaar en overeenstemmend met het bedrag van de subsidie die effectief, krachtens het decreet van 25 april 2002, aan de Franse Gemeenschap verschuldigd is, tijdens het betrokken jaar, gedeeld door de waarde van het "APE"-punt met betrekking tot het betrokken jaar;

2° de Po-sector: de "Po-sector" is gelijk aan het gemiddeld aantal "APE"-punten toegekend aan de Franse gemeenschap, ten voordele van de werkgevers in de onderwijssector, zoals bepaald in de onderwijsovereenkomst "APE" van 2 juli 2020, gesloten tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap, in uitvoering van het voornoemde samenwerkingsakkoord van 29 april 2004.

§ 4. Voor de toepassing van het eerste lid, tweede lid, 4°, wordt het gemiddelde jaarlijkse bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid als volgt berekend:

$$D = \frac{RCCS \text{ Secteur 2017} + RCCS \text{ Secteur 2018} + RCCS \text{ Secteur 2019}}{3}$$

Voor de toepassing van het eerste lid is de "RCCS Secteur" gelijk aan het bedrag van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid waarvan de Franse gemeenschap, ten behoeve van de werkgevers van de onderwijssector, in het betrokken jaar heeft geprofiteerd, krachtens de gecombineerde toepassing van artikel 21, zevende lid, van het decreet van 25 april 2002 en de artikelen 353bis/9, eerste lid, 1° of 353bis/10 van de programmawet (I) van 24 december 2002, voor de werknemers tewerkgesteld in het kader van het decreet van 25 april 2002, in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied.

De bedragen van de verminderingen van de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van lid 2, zijn de bedragen die op 30 september 2021 door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid zijn vastgesteld en betrekking hebben op de werknemers die tewerkgesteld zijn in het kader van de ordonnantie van 25 april 2002 en die tewerkgesteld zijn in een vestigingseenheid gelegen in het Franse taalgebied.

**Art. 18.** De in artikel 16 bedoelde subsidie dient tot gehele of gedeeltelijke dekking van de bezoldigingen en de socialezekerheidsbijdragen die verschuldigd zijn voor het standvastig maken van de jobs die in het kader van het decreet van 25 april 2002 gecreëerd zijn voor de werkgevers van de onderwijssector.

In de in artikel 16, lid 2, bedoelde overeenkomst wordt bepaald :

1. de verdeling van de subsidie, bedoeld in artikel 16, over de begunstigde werkgevers uit de onderwijssector ;
- 2° het minimumaantal werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, gefinancierd door de Franse gemeenschap door middel van de subsidie bedoeld in artikel 16 ;
- 3° de modaliteiten voor de opstelling van de lijst van werknemers aan wie de in artikel 16 bedoelde subsidie wordt toegekend.

**Art. 19.** Het aantal werknemers op de lijst bedoeld in artikel 18, tweede lid, 3°, berekend in voltijdse equivalenten, op jaarbasis, moet minstens gelijk zijn aan het minimumaantal voltijdse equivalenten waarvoor de subsidie wordt toegekend, zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 18, tweede lid, 2°.

Indien het aantal voltijdse equivalenten, vastgesteld overeenkomstig artikel 18, tweede lid, 3°, gemiddeld over het betrokken kalenderjaar lager ligt dan het aantal werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, bedoeld in artikel 18, tweede lid, 2°, wordt de subsidie bedoeld in artikel 16 door FOREm teruggevorderd ten belope van de niet-naleving van het minimumaantal voltijdse equivalenten, volgens de modaliteiten en voorwaarden bepaald in de overeenkomst tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap, bedoeld in artikel 16, tweede lid.

**Art. 20.** § 1. De in artikel 16 bedoelde jaarlijkse subsidie wordt toegekend op voorwaarde dat de Franse Gemeenschap tijdens het betrokken jaar de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid, vastgesteld volgens de procedures die in de in artikel 16, lid 2, bedoelde overeenkomst zijn vastgelegd, handhaaft ten behoeve van de werkgevers in de onderwijssector.

Voor de toepassing van lid 1 wordt de in lid 1 bedoelde verplichting onweerlegbaar geacht te zijn nagekomen wanneer de totale omvang van de tewerkstelling van de werkgever tijdens het betrokken jaar 90% bereikt van de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid die hij in acht moet nemen.

§ 2 De naleving van de handhaving van het totale werkgelegenheidsvolume wordt jaarlijks gecontroleerd door FOREm, overeenkomstig de modaliteiten die zijn vastgesteld in de in artikel 16, lid 2, bedoelde overeenkomst.

In afwijking van het eerste lid, eerste alinea, kan de Minister van Werk, onder de voorwaarden bepaald in het akkoord bedoeld in artikel 16, tweede lid, op gemotiveerd verzoek van de Franse gemeenschap, afwijken van de verplichting om het globaal werkgelegenheidsvolume te behouden.

Onverminderd lid 2 wordt in geval van niet-naleving van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid in artikel 16 bedoelde subsidie door FOREm teruggevorderd ten belope van de daling van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, volgens de modaliteiten die zijn vastgesteld in de in artikel 16, lid 2, bedoelde overeenkomst.

#### *Afdeling 2. — Overdracht van subsidies*

**Art. 21.** De in artikel 2, paragraaf 1, punten 1 en 2 bedoelde werkgever kan de in artikel 6 bedoelde subsidie en de daaraan verbonden rechten en plichten geheel of gedeeltelijk, tijdelijk of definitief, overdragen aan een in artikel 2, paragraaf 1, punten 1 en 2 bedoelde werkgever, onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° het minimumaantal voltijdequivalenten waarvoor de subsidie wordt verleend, berekend overeenkomstig artikel 23, moet ten minste gelijk zijn aan een half voltijdequivalent ;

2° de verkrijgende werkgever leeft de bepalingen na van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

3° de verkrijgende werkgever voldoet aan zijn wettelijke en reglementaire verplichtingen inzake werkgelegenheid, sociale zekerheid en boekhouding;

4° de verkrijgende werkgever beschikt over de nodige vergunningen, uitrusting en lokalen om zijn activiteiten naar behoren te kunnen uitoefenen overeenkomstig zijn maatschappelijk doel.

Indien de werkgever aan wie de subsidie, bedoeld in het eerste lid, wordt overgedragen, een beslissing heeft tot toekenning van de subsidie, bedoeld in artikel 6, wordt het bedrag van de subsidie, bedoeld in artikel 6, gedurende de periode van overdracht verhoogd met het bedrag van de overgedragen subsidie.

De Regering stelt de voorwaarden voor de overdracht van de subsidie vast.

**Art. 22.** Elke overdracht van subsidie als bedoeld in artikel 21 vangt aan op de eerste dag van een kwartaal en eindigt op de laatste dag van een kwartaal, overeenkomstig de door de regering vastgestelde procedures.

Vóór 1 april 2022 kan geen verzoek om overdracht worden ingediend.

Onverminderd het bepaalde in het eerste lid kan de overdracht van de subsidie voor bepaalde of voor onbepaalde tijd geschieden.

**Art. 23.** De overgedragen subsidie is bestemd voor de gehele of gedeeltelijke dekking van de bezoldiging, inclusief de werkgeversbijdragen voor de sociale zekerheid, die verbonden is aan de tewerkstelling van een minimumaantal werknemers, berekend in voltijdequivalenten.

Het minimumaantal werknemers, berekend in voltijdequivalenten, waarvoor de subsidie wordt overgedragen, wordt volgens de door de Regering vastgestelde procedures als volgt vastgesteld:

$$P \times \frac{Q}{R}$$

Voor de toepassing van lid 2 gelden de volgende definities:

1° de P: de "P" is gelijk aan het minimumaantal in acht te nemen voltijdequivalenten, vastgesteld overeenkomstig hoofdstuk 11, van de werkgever die de subsidie geheel of gedeeltelijk overdraagt ;

2° de Q: de "Q" is gelijk aan het bedrag van de overdracht van de subsidie, als bedoeld in artikel 21, aan de verkrijgende werkgever;

3° de R: de "R" is gelijk aan het bedrag van de subsidie, bedoeld in afdeling 6, waarvan de werkgever geheel of gedeeltelijk afstand doet.

Indien de werkgever aan wie de in artikel 21 bedoelde subsidieoverdracht ten goede komt, in het genot is van een beslissing tot toekenning van de in artikel 6 bedoelde subsidie, wordt het aantal voltijdsequivalenten, bedoeld in artikel 11, waarvoor de in artikel 6 bedoelde subsidie wordt toegekend, gedurende de periode van subsidieoverdracht verhoogd met het aantal voltijdsequivalenten, bedoeld in het tweede lid, waarvoor de subsidie wordt overgedragen.

**Art. 24.** FOREm stelt, overeenkomstig de door de regering vastgestelde procedures, voor elke ontvangende werkgever de lijst op van de werknemers voor wie de subsidie wordt overgedragen.

De in lid 1 bedoelde lijst bevat de werknemers die door de verkrijgende werkgever krachtens dit besluit of het besluit van 25 april 2002 worden tewerkgesteld na een overdracht van de subsidie krachtens dit artikel of krachtens artikel 22 van het besluit van 25 april 2002.

Wanneer de werkgever een nieuwe werknemer in dienst neemt, kan deze laatste, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten, op verzoek van de werkgever op de in lid 1 bedoelde lijst worden geplaatst, op voorwaarde dat hij op de dag voor zijn indienstneming niet-werkende werkzoekende is.

Voor de toepassing van lid 3 worden werknemers van de overdragende werkgever die door de verkrijgende werkgever in dienst worden genomen in het kader van een personeelsoverdracht in verband met de overdracht van punten, gelijkgesteld met niet-werkende werkzoekenden.

Voor de toepassing van lid 3 wordt een werknemer die deeltijds in dienst is van de werkgever en wiens arbeidsregeling wordt verlengd, gelijkgesteld met een niet-werkende werkzoekende. In dat geval wordt de deeltijdwerker in de in lid 1 bedoelde lijst opgenomen voor het deel van het voltijdequivalent dat overeenkomt met de toename van zijn arbeidsregeling.

In geval van definitief vertrek van een werknemer die op de in de eerste alinea bedoelde lijst is geplaatst, wordt hij van die lijst geschrapt.

Indien de werkgever die de overdracht van de subsidie krijgt, geniet van een beslissing tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 6, worden de in de leden 2 en 3 bedoelde werknemers opgenomen in de in artikel 12 bedoelde lijst.

**Art. 25.** Voor elke verkrijgende werkgever moet de som van de gesubsidieerde arbeidsregelingen van de werknemers op de in artikel 24 bedoelde lijst, berekend in voltijdequivalenten, op jaarbasis ten minste gelijk zijn aan het minimumaantal voltijdequivalenten, zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 23, waarvoor de subsidie wordt toegekend.

Indien het aantal voltijdse equivalenten van de werknemers op de lijst bedoeld in artikel 24, gemiddeld over het betrokken kalenderjaar lager ligt dan het aantal voltijdse equivalenten zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 23, wordt de overgedragen subsidie door FOREm teruggevorderd ten belope van de niet-naleving van het in acht te nemen minimumaantal equivalenten, overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden.

De naleving van de in lid 1 bedoelde verplichting wordt jaarlijks door FOREm gecontroleerd, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

In afwijking van de leden 1 en 2 wordt, wanneer de begunstigde werkgever in aanmerking komt voor een beslissing tot toekenning van de in artikel 6 bedoelde subsidie, de controle op de naleving van het minimumaantal voltijdequivalenten waarvoor de subsidie wordt overgedragen, uitgevoerd overeenkomstig artikel 13.

De regering kan voorzien in een procedure om op een met redenen omkleed verzoek van de werkgever af te wijken van de toepassing van de in lid 1 bedoelde verplichting, alsmede in de voorwaarden waaronder de afwijking wordt toegestaan.

**Art. 26.** De subsidie wordt overgedragen op voorwaarde dat de begunstigde werkgever tijdens het betrokken jaar het totale volume van de referentiewerkgelegenheid handhaaft, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures. Het totale volume van de referentiewerkgelegenheid is gelijk aan de som van het aantal referentiewerknemers en het aantal voltijdsequivalenten waarvoor de subsidie wordt overgemaakt, zoals vastgesteld in artikel 23.

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° voor de werkgevers waarvan de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid groter is dan 5 werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, wanneer de totale omvang van de werkgelegenheid van de werkgever tijdens het betrokken jaar 90% van de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid bereikt, wordt de verplichting bedoeld in paragraaf 1 onweerlegbaar geacht te zijn vervuld;

2° voor de werkgevers waarvan de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid gelijk is aan of kleiner is dan 5 werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, wanneer de totale omvang van de werkgelegenheid van de werkgever tijdens het betrokken jaar 80% van de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid bereikt, wordt de verplichting bedoeld in paragraaf 1 onweerlegbaar geacht te zijn vervuld.

Het referentiepersoneelsbestand wordt vastgesteld op basis van het aantal werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, die door de verkrijgende werkgever werden tewerkgesteld tijdens de vier kwartalen voorafgaand aan het kwartaal dat voorafgaat aan de kennisgeving van de beslissing tot overdracht van de subsidie, met uitzondering van de werknemers tewerkgesteld in het kader van dit decreet of het decreet van 25 april 2002. De Regering bepaalt wat onder de referentiewerknemers moet worden verstaan.

De naleving van de in lid 1 bedoelde verplichting wordt jaarlijks door FOREm gecontroleerd, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

Onverminderd lid 6 wordt in geval van niet-naleving van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid het in het kader van de overheveling gesubsidieerde bedrag door FOREm teruggevorderd naar rato van de niet-naleving van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid, overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

In afwijking van lid 1 kan de Minister die tewerkstelling in zijn bevoegdheid heeft, op gemotiveerd verzoek van de werkgever, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, afwijken van de verplichting om de globale omvang van de referentiewerkgelegenheid te behouden:

1° wanneer de vermindering van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt veroorzaakt door een verlies aan subsidie van de overheid;

2° of wanneer zij het gevolg is van een toevallige gebeurtenis;

3° of wanneer de werkgever aantoont dat de niet-naleving van de globale omvang van de referentiewerkgelegenheid te wijten is aan de tijd die redelijkerwijs nodig is om één of meer werknemers te vervangen die de onderneming definitief hebben verlaten.

**Art. 27.** In afwijking van artikel 26 wordt, wanneer de werkgever die geniet van de overdracht van subsidie, geniet van een beslissing tot toekenning van subsidie als bedoeld in artikel 6, de totale omvang van de overeenkomstig artikel 14 vastgestelde en gecontroleerde referentiewerkgelegenheid gedurende de periode van de overdracht verhoogd volgens de door de regering vastgestelde modaliteiten.

**Art. 28.** § 1. In afwijking van artikel 22, tweede lid, kan de werkgever die de subsidie, bedoeld in artikel 6, ontvangt, zijn subsidie op 1 januari 2022 overdragen aan de verkrijgende werkgever, bedoeld in artikel 7, 2°, aan wie hij punten heeft overgedragen op grond van artikel 22 van het decreet van 25 april 2002, op voorwaarde dat de overdracht van punten ingaat op 30 september 2021.

Een werkgever die een subsidie op 1 januari 2022 wenst over te dragen, dient FOREm daarvan uiterlijk op 30 november 2021 in kennis te stellen, volgens de door de Regering vastgestelde procedures.

FOREm deelt uiterlijk op 1 oktober 2021 aan elke werkgever die in 2021 punten heeft overgedragen, mee dat hij zijn subsidie, in het kader van dit decreet, op 1 januari 2022 kan overdragen ten voordele van de verkrijgende werkgever aan wie hij punten heeft overgedragen, in het kader van een overdracht van punten die ingaat op 30 september 2021, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002.

§ 2. In geval van een aanvraag tot overdracht van een subsidie op 1 januari 2022 overeenkomstig het eerste lid, is het bedrag van de overgedragen subsidie gelijk aan het bedrag waarmee de subsidie van de werkgever met punten die op 30 september 2021 zijn overgedragen, overeenkomstig artikel 10, eerste lid, is verhoogd als gevolg van de overdracht van de op 30 september 2021 geldende subsidie aan de overdragende werkgever.

Het minimumaantal werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, waarvoor de in § 1 bedoelde subsidieoverdracht plaatsvindt, is gelijk aan het minimumaantal voltijdse equivalenten dat door de verkrijgende werkgever in acht moet worden genomen, zoals bepaald in zijn beslissing om APE-punten te ontvangen, die op 30 september 2021 in werking treedt, overeenkomstig artikel 22 van het decreet van 25 april 2002.

**Art. 29.** In geval van een overdracht van subsidie als bedoeld in artikel 21 worden het minimumaantal in acht te nemen voltijdsequivalenten als bedoeld in artikel 11 en de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid als bedoeld in artikel 14 van de werkgever die zijn subsidie geheel of gedeeltelijk overdraagt, verminderd met het minimumaantal in acht te nemen voltijdsequivalenten door de verkrijgende werkgever in het kader van de overdracht, zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 23 of 28, voor de duur van de overdracht.

#### *Afdeling 3. — Vereffening en controle van de werkelijk gemaakte kosten*

**Art. 30.** De in artikel 6 bedoelde subsidie wordt door FOREm vooruitbetaald, in driemaandelijkse termijnen, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde modaliteiten.

De in artikel 16 bedoelde subsidie wordt door FOREm uitgekeerd volgens de modaliteiten bepaald in de tussen het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap gesloten overeenkomst, bedoeld in artikel 16, lid 2.

**Art. 31.** Het bedrag van de subsidie, bedoeld in de artikelen 6 en 16, alsmede het bedrag van de overgedragen subsidie, bedoeld in artikel 21, mag niet hoger zijn dan de kosten die de werkgever of de werkgever die de overdracht van de subsidie geniet, werkelijk heeft gemaakt voor de tewerkstelling van de werknemers, bedoeld in respectievelijk de artikelen 12, 18, tweede lid, 3°, 24 of 28.

De Regering bepaalt wat onder werkelijk gemaakte kosten moet worden verstaan en stelt de wijze van controle vast.

### *HOOFDSTUK III. — Subsidie voor jobcreatie om in te spelen op prioritaire maatschappelijke behoeften*

#### *Afdeling 1. — Doel*

**Art. 32.** De Regering kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, aan de in artikel 2 bedoelde werkgevers een subsidie toekennen voor jobcreatie die beantwoordt aan prioritaire behoeften van de samenleving.

De subsidie, bedoeld in het eerste lid, strekt tot gehele of gedeeltelijke bekostiging van de bezoldiging en de sociale lasten van niet-werkende werkzoekenden die op basis van een besluit tot verlening van de subsidie, bedoeld in het eerste lid, in dienst worden genomen met een arbeidsovereenkomst.

#### *Afdeling 2. — Toekenning en voorwaarden*

##### *Onderafdeling 1. — Algemeen*

**Art. 33.** De Regering kent de subsidie, bedoeld in artikel 32, toe volgens de modaliteiten en voorwaarden die zij vaststelt, na een procedure van oproepen tot het indienen van projecten, georganiseerd door FOREm.

Voor elke oproep tot het indienen van projecten bepaalt de Regering :

- 1° het maximaal toegewezen totaalbedrag ;
- 2° de prioritaire maatschappelijke behoeften die het moet dekken;
- 3° de toelaatbaarheidsvoorwaarden;
- 4° de voorwaarden om in aanmerking te komen ;
- 5° het maximumbedrag van de steun, toegekend per voltijdsequivalent.

**Art. 34.** Om in aanmerking te komen voor de in artikel 33 bedoelde oproep tot het indienen van projecten, moet de werkgever voldoen aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

- 1° een bedrijfseenheid van de onderneming hebben die gelegen is in het Franse taalgebied;
- 2° de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers naleven;
- 3° voldoen aan de wettelijke en reglementaire verplichtingen inzake werkgelegenheid, sociale zekerheid en boekhouding;
- 4° beschikken over de nodige vergunningen, uitrusting en lokalen om zijn activiteiten naar behoren te kunnen uitoefenen overeenkomstig zijn maatschappelijk doel.



5. voor werkgevers die voordeel halen uit een besluit tot toekenning van een subsidie uit hoofde van afdeling 6, voldoen aan de bepalingen van de hoofdstukken 2 en 4.

**Art. 35.** De Regering verleent de subsidie, bedoeld in artikel 32, voor bepaalde of onbepaalde tijd, welke kan worden verlengd, overeenkomstig de door haar te bepalen voorwaarden.

#### Onderafdeling 2. — Meerlingen

**Art. 36.** In afwijking van artikel 33 kent de Regering de in artikel 32 bedoelde subsidie toe aan een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dat erom verzoekt, onder de voorwaarden die zij vaststelt, in geval van meerlingen binnen de territoriale bevoegdheid van het centrum.

Meerlingen in de zin van het eerste lid worden gedefinieerd als de geboorte van ten minste drie kinderen binnen een periode van achttien maanden in een gezin dat woonachtig is binnen de territoriale bevoegdheid van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

Het bedrag van de in lid 1 bedoelde subsidie wordt vastgesteld volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

**Art. 37.** Op 1 januari 2022 kent de Regering de subsidie, vermeld in artikel 32, toe aan het OCMW dat op 31 december 2021 een beslissing heeft ontvangen tot toekenning van steun ter bevordering van de werkgelegenheid, overeenkomstig artikel 15, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet van 25 april 2002, volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De subsidie wordt toegekend voor de periode tussen 1 januari 2022 en de einddatum bepaald in het besluit tot toekenning van de steun ter bevordering van de tewerkstelling, van kracht op 31 december 2021, in toepassing van artikel 15, § 4, eerste lid, 4°, van het decreet van 25 april.

Het bedrag van de in lid 1 bedoelde subsidie wordt vastgesteld volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

#### Afdeling 3. — Stijging van het referentiepersoneelsbestand

**Art. 38.** Tijdens de duur van de beslissing tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 32, handhaaft de werkgever het globale volume van de referentiewerkgelegenheid volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten. Het totale werkgelegenheidsvolume is gelijk aan de som van het referentiepersoneelsbestand en het aantal voltijdequivalenten waarvoor de in artikel 32 bedoelde subsidie wordt toegekend.

Voor de toepassing van het eerste lid:

1° voor de werkgevers waarvan de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid groter is dan 5 werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, wanneer de totale omvang van de werkgelegenheid van de werkgever tijdens het betrokken jaar 90% van de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid bereikt, wordt de verplichting bedoeld in paragraaf 1 onweerlegbaar geacht te zijn vervuld;

2° voor de werkgevers waarvan de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid gelijk is aan of kleiner is dan 5 werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, wanneer de totale omvang van de werkgelegenheid van de werkgever tijdens het betrokken jaar 80% van de totale omvang van de referentiewerkgelegenheid bereikt, wordt de verplichting bedoeld in paragraaf 1 onweerlegbaar geacht te zijn vervuld.

**Art. 39.** De regering bepaalt wat onder de referentiepersoneelsbestand moet worden verstaan. Het referentiepersoneelsbestand wordt vastgesteld op basis van het aantal werknemers met een arbeidsovereenkomst, berekend in voltijdequivalenten, gedurende de vier kwartalen voorafgaand aan het kwartaal voorafgaand aan de kennisgeving van de beslissing tot verlening van de subsidie als bedoeld in artikel 32.

De naleving van de handhaving van het totale werkgelegenheidsvolume wordt jaarlijks gecontroleerd door FOREm, overeenkomstig de modaliteiten die zijn vastgesteld door de Regering.

Onverminderd lid 6 wordt in geval van niet-naleving van het behoud van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid de in artikel 32 bedoelde subsidie door FOREm teruggevorderd naar rato van de niet-naleving van het globale volume van de referentiewerkgelegenheid, overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

In afwijking van lid 3 kan de Minister die tewerkstelling in zijn bevoegdheid heeft, op gemotiveerd verzoek van de werkgever, afwijken van de verplichting om de globale omvang van de referentiewerkgelegenheid te behouden:

1° wanneer de vermindering van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt veroorzaakt door een verlies aan subsidie van de overheid;

2° of wanneer zij het gevolg is van een toevallige gebeurtenis;

3° of wanneer de werkgever aantoont dat de niet-naleving van de globale omvang van de referentiewerkgelegenheid te wijten is aan de tijd die redelijkerwijs nodig is om één of meer werknemers te vervangen die de onderneming definitief hebben verlaten.

Wanneer de werkgever gedurende twee opeenvolgende jaren een afwijking als bedoeld in lid 4 heeft genoten, kan de Regering, op een gemotiveerd verzoek van de werkgever, voorzien in een procedure tot wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid, alsook in de voorwaarden waaronder de wijziging van het totale volume van de referentiewerkgelegenheid wordt toegestaan.

**Art. 40.** De werkgever kan een niet-werkende werkzoekende in dienst nemen zodra het besluit tot verlening van de subsidie bedoeld in artikel 32 in werking treedt en uiterlijk binnen zes maanden te rekenen vanaf de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van het besluit tot verlening van de subsidie bedoeld in artikel 32.

Elke verbintenis die na het verstrijken van deze termijn wordt aangegaan, heeft automatisch tot gevolg dat het in artikel 32 bedoelde toekenningsbesluit wordt beëindigd.

De duur van de beslissing tot toekenning van de subsidie, bedoeld in artikel 32, wordt door de Regering vastgesteld.

De werkgever brengt het FOREm op de hoogte van de indienstneming van een niet-werkende werkzoekende op basis van het besluit tot toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 32, overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten.

FOREm gaat jaarlijks, volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten, na of de werkgever een aantal niet-werkende werkzoekenden in dienst heeft genomen dat overeenkomt met het aantal voltijdsequivalenten waarvoor de subsidie werd toegekend.

In geval van niet-naleving van de verhoging van het referentiepersoneelsbestand met een aantal niet-werkende werkzoekenden dat overeenstemt met het aantal voltijdse equivalenten waarvoor de in artikel 32 bedoelde subsidie wordt toegekend, wordt de subsidie door FOREm teruggevorderd ten belope van de niet-naleving van het minimaal aantal voltijdse equivalenten dat in acht moet worden genomen, volgens de modaliteiten die door de Regering worden bepaald.

*Afdeling 4. — Vereffening en controle van de werkelijk gemaakte kosten*

**Art. 41.** De in artikel 32 bedoelde subsidie wordt door FOREm betaald, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde procedures.

**Art. 42.** Het bedrag van de in artikel 32 bedoelde subsidie mag niet hoger zijn dan de werkelijk door de werkgever gemaakte kosten voor het in dienst nemen van niet-werkende werkzoekenden die op grond van het besluit tot toekenning van de subsidie door een arbeidsovereenkomst zijn gebonden. De Regering bepaalt wat onder werkelijk gemaakte kosten moet worden verstaan en stelt de procedures vast voor de controle van de werkelijk gemaakte kosten.

**HOOFDSTUK IV. — Verplichtingen**

**Art. 43.** Een werkgever die op grond van dit besluit subsidie ontvangt, moet:

1° de werknemers voor wie de subsidie is toegekend, tewerk te stellen in een vestigingseenheid die in het Franse taalgebied is gevestigd ;

2° de werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend tewerk te stellen onder de voorwaarden van een arbeidsovereenkomst overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomst, gesloten op voltijdse basis of op basis van deeltijdse arbeid die minstens gelijk is aan halftijds. Voor deeltijdse arbeiders die werknemers of personeelsleden vervangen die genieten van de bepalingen van de wet van 22 januari 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan of van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 tot invoering van een stelsel van tijdskrediet goedgekeurd bij koninklijk besluit van 23 maart 2001, kan het arbeidsregime ook overeenstemmen met een vijfde tijd.

3° de werknemers voor wie de subsidie wordt toegekend een bezoldiging toe te kennen die ten minste gelijk is aan :

a) voor de in artikel 2, lid 2, onder a), bedoelde werkgevers, het bedrag dat bij besluit van de bevoegde overheid is vastgesteld na vakbondsonderhandelingen op grond van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel

b) voor de in artikel 2, lid 2, onder b) en c), bedoelde werkgevers: aan de werknemers in vaste dienst die bij deze werkgevers in dezelfde of een soortgelijke functie werkzaam zijn, met inbegrip van salarisverhogingen, vakantiegeld en andere toelagen en voordelen die voor deze werkgevers gelden;

c) voor de in artikel 2, lid 1, punt 2, bedoelde werkgevers, het bedrag dat is vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomsten die, naar gelang van het geval, op interprofessioneel, sectoraal, subsectoraal of ondernemingsniveau zijn gesloten, met inbegrip van de schaalverhogingen, het vakantiegeld en de andere voordelen die voor deze werkgevers gelden;

b) voor de in artikel 2, lid 2, onder b) en c), bedoelde werkgevers: aan de tijdelijke werknemers die bij deze werkgevers in dezelfde of een soortgelijke functie werkzaam zijn, met inbegrip van salarisverhogingen, vakantiegeld en andere toelagen en voordelen die voor deze werkgevers gelden;

4° de bepalingen van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers en artikel 144bis van de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988 naleven;

5° voldoen aan de wettelijke en reglementaire verplichtingen inzake werkgelegenheid, sociale zekerheid en boekhouding;

4° voor de werkgevers bedoeld in artikel 2, paragraaf 1, 2°, beschikken over de nodige vergunningen, uitrusting en lokalen om zijn activiteiten naar behoren te kunnen uitoefenen overeenkomstig zijn maatschappelijk doel.

7° jaarlijks bij de door de Regering aangewezen diensten een verslag indienen over de uitvoering van de beslissing tot toekenning van de subsidie, overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten;

8° de werknemers toewijzen voor wie de subsidie krachtens dit besluit wordt toegekend:

a) krachtens van hoofdstuk 2, voor activiteiten van algemeen belang waarvoor de werkgever een of meer toekenningsbeslissingen heeft genomen krachtens het decreet van 25 april 2002, van kracht op 30 september 2021 ;

b) krachtens hoofdstuk 3, voor activiteiten die tegemoetkomen aan de prioritaire maatschappelijke behoeften waarvoor de in artikel 32 bedoelde subsidie wordt verleend.

In afwijking van lid 1, 2°, kan de werkgever een werknemer voor wie de subsidie wordt toegekend, tewerkstellen met een deeltijdse arbeidsovereenkomst van minder dan halftijds, op voorwaarde dat de werknemer een andere arbeidsovereenkomst heeft met dezelfde werkgever en dat de arbeidsduur van beide overeenkomsten samen minstens gelijk is aan halftijds.

**Art. 44.** In afwijking van artikel 43, eerste lid, 2°, kan de werkgever bedoeld in artikel 2, § 1, 1° en 2°, die tussen 1 oktober 2020 en 30 september 2021, in het kader van het decreet van 25 april 2002, werknemers tewerkstelde in een vestigingseenheid gelegen buiten het Franse taalgebied, de werknemers bedoeld in artikel 12 of 24 blijven tewerkstellen in een vestigingseenheid gelegen buiten het Franse taalgebied.

Het aantal werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, dat door de werkgever wordt tewerkgesteld in een vestigingseenheid buiten het Franse taalgebied, overeenkomstig lid 1, mag niet meer bedragen dan het aantal werknemers, berekend in voltijdse equivalenten, dat door de werkgever wordt tewerkgesteld tussen 1 oktober 2020 en 30 september 2021, in het kader van het decreet van 25 april 2002, in een vestigingseenheid buiten het Franse taalgebied.

**HOOFDSTUK V. — Cumulatie van de steun**

**Art. 45.** Het is de werkgever verboden ten aanzien van de werknemers ten behoeve van wie krachtens dit decreet subsidies worden verleend, een of meer andere subsidies van overheidswege te ontvangen die, opgeteld bij de krachtens dit decreet aan de werkgever verleende subsidies, de totale loonkosten van de werknemers ten behoeve van wie krachtens dit besluit subsidies worden verleend, te boven gaan.

**Art. 46.** De subsidies bedoeld in de artikelen 6, 16, 21 en 32 mogen niet worden gecumuleerd met de verminderingen van sociale zekerheidsbijdragen bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 7°, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980.

**Art. 47.** In afwijking van artikel 46 mag de in artikel 6 bedoelde subsidie worden gecombineerd met verlagingen van de socialezekerheidsbijdragen van werkgevers die door een andere Gewest overeenkomstig artikel 44 worden toegekend aan gesubsidieerde contractuelen voor werknemers die in een ander Gewest zijn tewerkgesteld.

HOOFDSTUK VI. — *Evaluatie, controle, sanctie en terugvordering.*

**Art. 48.** Er wordt een interministeriële commissie ingesteld om :

- 1° op eigen initiatief of na verzoek, een advies over de uitvoering van dit decreet over te leggen;
- 2° een advies over te leggen vóór er om het even welke sanctie getroffen wordt krachtens artikel 49;
- 3° op verzoek een voorafgaand advies uit te brengen bij het opstellen van de inhoud van de in hoofdstuk 3, afdeling 2, bedoelde oproepen tot het indienen van projecten ;
- 4° het verslag over de uitvoering van dit decreet, zoals opgemaakt door FOREm, te onderzoeken en te valideren op de door de Regering bepaalde wijze.

De regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van de in lid 1 bedoelde interministeriële commissie. Hij kan de opdrachten van deze interministeriële commissie nader omschrijven en aanvullen.

**Art. 49.** Bij niet-naleving van de verplichtingen afgekondigd bij of krachtens dit decreet kan de Regering volgens de door haar bepaalde modaliteiten:

- 1° de subsidie geheel of gedeeltelijk opschorten voor een termijn die de werkgever in de mogelijkheid stelt om zijn niet-nageleefde verplichtingen na te komen;
- 2° de terugbetaling van de subsidie geheel of gedeeltelijk aanvragen in evenredigheid met de vastgestelde overtredingen;
- 3° een einde maken aan de beslissing tot toekenning van de subsidie;
- 4° de beslissing tot toekenning van de subsidie intrekken en de terugbetaling van de steun geheel of gedeeltelijk vragen.

**Art. 50.** FOREm wordt belast met:

- 1° de uitvoering van de in artikel 49 bedoelde beslissingen;
2. alle onverschuldigd betaalde steun terug te vorderen bij elk rechtsmiddel, compensatie inbegrepen;
- 3° om de twee jaar aan de Regering, aan de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië), de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen en aan het Comité C een evaluatieverslag voor te leggen, overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten. Het evaluatieverslag wordt door de Regering aan het Waalse Parlement overgemaakt en voorgelegd;
- 4° een kadaster in te stellen op de wijze door de Regering bepaald.

Het verslag bedoeld in paragraaf 1, 3°, bevat genderspecifieke gegevens zoals bepaald door de Regering.

De regering stelt de procedures vast voor de terugvordering van ten onrechte betaalde steun.

**Art. 51.** De regering stelt de procedures vast voor de terugvordering van ten onrechte betaalde steun.

De werkgever kan in aanmerking komen voor een aanzuiveringsplan indien hij een aanvraag indient bij FOREm, overeenkomstig de door de regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

§ 3. Bij niet-naleving van de termijnen bedoeld in een aanzuiveringsplan wordt het totaal van de verschuldigde sommen geacht onmiddellijk invorderbaar te zijn en wordt teruggevorderd overeenkomstig artikel 50.

**Art. 52.** De controle op de toepassing van dit decreet en van de desbetreffende uitvoeringsmaatregelen wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 53.** Artikel 46/1 van de wet van 24 december 1999, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2006, wordt opgeheven.

**Art. 54.** Het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs, wordt opgeheven.

**Art. 55.** De artikelen 353bis/9, eerste lid, 1°, en 353bis/10 van de programmawet (I) van 24 december 2002 worden opgeheven.

**Art. 56.** De artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 februari 2019, wordt opgeheven.

**Art. 57.** De beslissingen tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling toegekend krachtens het decreet van 25 april 2002 verstrijken van rechtswege op 31 december 2021.

**Art. 58.** De subsidies voor betrekkingen die zijn toegewezen aan globale projecten in het kader van het gewestelijk beleid dat door het Waals Gewest wordt gefinancierd overeenkomstig artikel 43 van de wet van 24 december 1999, lopen van rechtswege af op 31 december 2021.

**Art. 59.** De subsidies voor betrekkingen die zijn toegewezen aan individuele projecten en aan globale projecten die door het Waals Gewest worden gefinancierd op grond van de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005, lopen van rechtswege af op 31 december 2021.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijzigingsbepalingen*

**Art. 60.** In artikel 12bis, vijfde lid van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, worden de woorden "krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden,

door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector” vervangen door “krachtens hoofdstuk 2 van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting “APE”) gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritair maatschappelijke behoeften”.

**Art. 61.** In artikel 13 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 juni 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1° en 2°, worden de woorden “toegekend worden in de vorm van een subsidie zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector” vervangen door de woorden “toegekend worden voor de erkende MIRE waarvoor een beslissing tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling van kracht is op 30 september 2021, krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, in de vorm van een subsidie toegekend bij of krachtens hoofdstuk 2 van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting “APE”) gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritair maatschappelijke behoeften”.

2° in het vijfde lid, worden de woorden “van bovenvermeld decreet van 25 april 2002” vervangen door de woorden “van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting “APE”) gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritair maatschappelijke behoeften”.

**Art. 62.** In artikel 13 van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de “Initiatives de développement de l’emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale” (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : “I.D.E.S.S. ”, laatst gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “bedoeld in artikel 14 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector” vervangen door de woorden “bedoeld, voor de I.D.E.S.S.” dat op 31 september 2021 over een beslissing tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling beschikt die van kracht is op grond van hoofdstuk 2 van het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, bij het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting “APE”) gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritair maatschappelijke behoeften”;

2° het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 63.** In artikel 17, § 2, eerste lid, van het decreet van 10 juli 2013 betreffende de centra voor socioprofessionele inschakeling, laatst gewijzigd bij het decreet van 26 mei 2016, wordt punt 1° opgeheven.

**Art. 64.** In artikel 24bis, § 1, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 en laatst gewijzigd bij het decreet van 11 december 2014, wordt punt 1° opgeheven.

**Art. 65.** In artikel 6, eerste lid, van het decreet van 20 juli 2016 betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches, wordt punt 1° vervangen als volgt;

“ 1° ofwel, voor het sectoraal opleidingsfonds dat beschikt over een beslissing tot toekenning van steun ter bevordering van de werkgelegenheid, van kracht op 31 september 2021, krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector, een steun zoals bepaald bij of krachtens hoofdstuk 2 van het decreet van 10 juni 2021 betreffende het standvastig maken van de in het kader van de regeling voor de steun ter bevordering van de tewerkstelling (Franse afkorting “APE”) gecreëerde jobs en de creatie van jobs die beantwoorden aan prioritair maatschappelijke behoeft”.

#### HOOFDSTUK IX. — Overgangsbepalingen

**Art. 66.** Het decreet van 25 april 2002 blijft van kracht ten aanzien van elke rechtssituatie die vóór 31 december 2021 ontstaat als gevolg van een besluit tot toekenning van steun ter bevordering van de tewerkstelling dat is genomen op grond van het decreet van 25 april 2002.

De in lid 1 bedoelde rechtssituaties blijven vallen onder de bepalingen die bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 zijn vastgesteld.

Lid 1 is niet van toepassing op de bepalingen van hoofdstuk III van het decreet van 25 april 2002.

Onverminderd lid 2 is de in artikel 47 bedoelde Commissie bevoegd voor de in lid 1 bedoelde rechtssituaties. De in het decreet van 25 april 2002 bedoelde beslissingen van de ministeriële commissie blijven ook na 1 januari van kracht, wanneer het besluit van de commissie op 31 december 2021 nog niet volledig uitwerking heeft gesorteerd.

**Art. 67.** De artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005 blijven van kracht voor elke rechtssituatie die vóór 31 december 2021 is ontstaan en die het gevolg is van een subsidie die op grond van de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005 is gefinancierd.

De in lid 1 bedoelde rechtssituaties blijven vallen onder de bepalingen die bij of krachtens de artikelen 79 tot 87 van de wet van 23 december 2005 zijn vastgesteld.

#### HOOFDSTUK VIII. — Slotbepalingen

**Art. 68.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2022.

In afwijking van het eerste lid, treedt artikel 28 in werking tien dagen na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.



Namen, 10 juni 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,  
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

—  
Nota

(1) *Zitting 2020-2021.*

Stukken van het Waalse Parlement 527 (2020-2021) Nrs. 1 tot 32.

Volledig verslag, plenaire zitting van 9 juni 2021.

Bespreking.

Stemming.

---

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203143]

### 19 JANVIER 2021. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 08 de la division organique 10 et le programme 12 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, notamment l'article 39;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 19 octobre 2020;

Vu la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 21 octobre 2020;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation aux articles de base 11.01, 11.02, 74.01 et 12.01 du programme 12 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, afin de financer la Cellule wallonne COVID-19,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'engagement à concurrence de 1.371 milliers d'EUR et des crédits de liquidation à concurrence de 1.371 milliers d'EUR sont transférés du programme 08 de la division organique 10 au programme 12 de la division organique 17.

**Art. 2.** La ventilation des articles de base suivants du programme 08 de la division organique 10 et le programme 12 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base	Crédit initial		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 10 01.06.08	200.000	200.000	- 1.371	- 1.371	198.629	198.629
DO 17 11.01.12	0	0	+ 650	+ 650	650	650
DO 17 11.02.12	0	0	+ 40	+ 40	40	40
DO 17 74.01.12	0	0	+ 101	+ 101	101	101
DO 17 12.01.12	0	0	+ 580	+ 580	580	580

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.